

Elon Musk
Quand la Silicon
Valley mise sur
Donald Trump

PAGES 20-21

Viols de Mazan
Pourquoi le
procès fascine la
presse étrangère

PAGES 12-13

Marc-André Hamelin
«Le piano est
l'extension
de mes pensées»

PAGES 24-25



Libération

RUFFIN - MÉLENCHON
PAS DE
QUARTIERS

Le député de la Somme, partisan
 d'une reconquête des classes populaires
 parties au RN, tire à boulets rouges sur
 le leader insoumis, à qui il reproche
 sa stratégie communautariste.

PAGES 2-4

BERTRAND GUAY, AFP



M 00135 - 013 - F 2,70 €



Jean-Luc Mélenchon et Manon Aubry, samedi à Paris. PHOTO CHA GONZALEZ



François Ruffin à Flixecourt, dans la Somme.

EDITORIAL

Par
PAUL QUINIO

Surréaliste

Un «*désaccord électoral et moral*». C'est en ces termes que François Ruffin a expliqué dans une interview cette semaine au *Nouvel Obs* sa rupture avec Jean-Luc Mélenchon, entretien dans lequel il reproche explicitement au leader insoumis sa stratégie communautariste, mortifère pour la gauche. Alors que le député de la Somme sort un livre intitulé *Itinéraire : ma France en entier, pas à moitié*, il accuse son ancien camarade d'avoir «*théorisé*» pour la campagne présidentielle de 2022 le fait de s'adresser à un électoralat de banlieue dit «*racisé*», en oubliant l'électorat lui aussi populaire des bourgs et des campagnes, tombé dans les bras de l'extrême droite et qu'il serait inutile d'essayer de reconquérir. Au passage, François Ruffin admet avoir lui-même mené «*une campagne au faciès*» en 2022, et d'en avoir honte aujourd'hui. Si les insoumis sont évidemment tombés à bras

raccourcis sur leur ancien camarade, ils lui ont davantage reproché de diviser la gauche à un moment inopportun que contesté le fond des attaques de l'ancien journaliste. Cela aurait été difficile après la tonalité de la campagne insoumise des européennes, ou après que Jean-Luc Mélenchon a déclaré en marge de la manifestation du 7 septembre qu'il fallait «*mobiliser la jeunesse et les quartiers populaires, tout le reste, laissez tomber, on perd notre temps*». Sur le plan électoral, la querelle est en réalité assez surréaliste. L'étiage de la gauche est aujourd'hui trop bas pour la voir minauder sur tel ou tel segment de l'électorat populaire qu'elle aurait le luxe de snober. Sa diversité devrait de ce point de vue être plutôt comme un atout qu'un inconvénient... à condition de ne pas être en «*désaccord moral*». François Ruffin assume désormais de l'être avec Mélenchon, mais le clivage traverse toute la gauche. Le député de la Somme estime que le rôle de la gauche n'est pas d'ériger des murs entre Français mais plutôt de «*construire des ponts*». La formule est séduisante. Sans assigner quiconque, ajouterait-on, à une identité sociale, géographique, ethnique et encore moins religieuse. ♦

Entre Ruffin et Mélenchon, le clash populaire

Après avoir quitté La France insoumise, l'élu picard ne retient plus ses coups contre le leader du mouvement et sa stratégie politique qu'il juge communautariste. Un litige illustrant le débat interne et durable à gauche sur la position à adopter à l'égard des classes populaires.



le 31 août. PHOTO ALBERT FACELY

Par
SACHA NELKEN

Pendant un temps, François Ruffin refusait l'affrontement direct avec Jean-Luc Mélenchon. Malgré les critiques qu'il pouvait formuler sur la stratégie politique du triple candidat à la présidentielle, le député de la Somme ne manquait pas de souligner qu'à ses yeux, l'ancien élu de Marseille «avait sauvé la gauche de la disparition» après le quinquennat de François Hollande. Désormais, l'ancien journaliste ne s'embarrasse plus de ce genre de gentillesse. Après avoir qualifié le tribun de «boule» dans l'entre-deux-tours des dernières législatives, le réalisateur césarié de *Merci Patron!* multiplie les attaques frontales contre le fondateur de La France insoumise. Et plus particulièrement contre sa ligne politique, qui à ses yeux, consisterait à abandonner une partie de la population française.

Relativement discret depuis le début de l'été, François Ruffin a fait son retour dans les médias à l'occasion de la sortie de son dernier livre *Itinéraire: ma France en entier, pas à moitié*. Dans celui-ci, il plaide une nouvelle fois pour une orientation politique qui réunirait «la France des tours et celle des bourgs». A rebours de celle portée par LFI depuis plusieurs années déjà, qu'il accuse de se concentrer sur les quartiers populaires et les jeunes racisés. «C'est assumé, théorisé, revendiqué», insiste-t-il dans l'Obs. Le député de la Somme affirme que Mélenchon a opéré un virage au moment de la présidentielle de 2022 estimant que les zones où le Rassemblement national fait des hauts scores sont définitivement perdues. Virage que ne cesse de déplorer depuis le fondateur de Picardie Debout, qui lorgne lui aussi sur

l'Élysée. «Pour lui, les territoires qui ont voté RN n'ont jamais accepté la démocratie et la République. Il essentialise des régions entières, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, le "Midi rouge", qui ont été des députés communistes et socialistes pendant un siècle...» attaque Ruffin. Pour enfoncer le clou, le Picard attribue à Mélenchon des propos méprisants à l'encontre des habitants du Nord. «Quand il me racontait Hénin, c'était à la limite du dégoût: "On ne comprenait rien à ce qu'ils disaient...", "Ils transpiraient l'alcool dès le matin...", "Ils sentaient mauvais...", "Presque tous obèses..."», écrit l'ancien journaliste.

RÈGLEMENT DE COMPTES ENTRE CAMARADES

Surtout, Ruffin admet avoir mené, en 2022, «une campagne au faciès». «Dans les immeubles d'Amiens nord, quand je tombais sur un noir ou un arabe, je sortais la tête de Mélenchon en bien gros sur les tracts. C'était le succès presque assuré, mais dès qu'on tombait sur un blanc, ça devenait un verrou», raconte le député de la Somme. A travers ses mots, le Picard sous-entend donc que LFI met en place une stratégie communautariste qui viserait à cibler les personnes racisées. Ce que contestent les élus du mouvement. «C'est un souci, je l'ai éprouvé comme une honte quand j'en venais à faire ça. Malheureusement, je me confiais à mes camarades qui me disaient faire la même chose», a expliqué Ruffin sur BFM mercredi. De quoi faire réagir les insoumis les plus ligériens. «Le fantôme de Doriot ne réside pas dans le Nord mais en Picardie», a critiqué la conseillère régionale Julie Garnier, en allusion à Jacques Doriot, l'ancien cadre du PCF devenu collaborateur du régime nazi. «Ruffin n'est pas un camarade», a abondé le

Suite page 4

«On a tendance à dramatiser aujourd'hui toute division»

Gilles Candar, historien spécialiste des gauches, remet en perspective les divisions du Nouveau Front populaire sur les stratégies de conquête du pouvoir.

«Les deux méthodes». Tell était le nom des deux stratégies qui régnaient à gauche en 1920 pour conquérir le pouvoir, opposait Jules Guesde, partisan d'une approche centrée sur la défense de la classe ouvrière, et Jean Jaurès, désireux de mobiliser le monde rural et la classe moyenne dans la défense républicaine. Un siècle plus tard, alors que le Nouveau Front populaire affiche ses divisions à la veille de la Fête de l'Humanité, sorte de baromètre annuel de l'union des gauches, les divergences incarnées notamment par le conflit entre François Ruffin et Jean-Luc Mélenchon sont-elles du même ordre? L'historien Gilles Candar, spécialiste de Jaurès et auteur en 2022 de *Pourquoi la gauche?* (PUF) juge révolue l'opposition entre réformistes et révolutionnaires, et estime que la gauche devrait tirer parti de sa diversité.

François Ruffin accuse Jean-Luc Mélenchon d'avoir abandonné une partie des classes populaires rurales au profit de celles des villes. De quand date ce reproche fait à une partie de la gauche d'avoir remplacé l'ouvrier par l'immigré?

Il se fonde sur une note de Terra Nova en 2011, qui concernait davantage les socialistes. C'est un député PS plutôt droitier qui l'avait rédigée. Aujourd'hui, LFI n'est pas le seul parti à la peine dans certains milieux ouvriers, c'est valable pour toute la gauche. Même en réorientant fortement le discours communiste vers cet électorat qui lui est historiquement lié, Fabien Roussel lui-même n'a pas réussi à se faire élire aux législatives dans le Nord face au RN. Si LFI a privilégié un électorat de banlieue, c'est en partie lié à la jeunesse de ce mouvement qui manque d'ancrage territorial. Mais des députés insoumis ont aussi été élus dans des villes moyennes comme Albi où l'électorat n'est pas communautariste. A partir du moment où La France insoumise s'inscrit dans le jeu républicain et ne vise pas la marginalité, elle va chercher à fédérer comme tous les partis.

Y a-t-il historiquement une gauche des villes et une gauche des champs?

Des tensions ont toujours existé. Historiquement, on était plutôt habitué à un mouvement d'implantation qui allait des villes vers les campagnes. Si la gauche peine aujourd'hui à séduire dans certaines zones rurales et les sous-préfectures, c'est aussi le résultat de son faible bilan dans ces zones quand elle a gouverné.

Ces divisions sur la stratégie de conquête du pouvoir sont-elles nouvelles?

Il y a toujours eu une tendance marseillaise insistant sur la classe ouvrière, incarnée par Jules Guesde par exemple, mais dès le départ la gauche a eu conscience des limites de cette stratégie. Très vite, elle s'est construite avec des soutiens ruraux et les classes moyennes, et a fini par appeler «ouvriers» tous ceux qui votaient pour elle, le terme devenant synonyme de travailleur. Dans le Tarn, Jaurès est majoritaire chez les ouvriers, mais

remporte aussi l'adhésion de la ruralité et de la classe moyenne. Et ces divergences entre jaurésiens et guesdistes relèvent davantage du discours. Dans la pratique, leurs comportements sont proches. Pour se faire élire dans des villes comme Roubaix ou Lille, même les guesdistes au discours très classiste passaient des alliances et devaient s'entendre avec la bourgeoisie radicale-socialiste.

De son côté, Fabien Roussel vient d'appeler la gauche à «travailler à construire des majorités». Est-ce un nouvel épisode du vieux clivage entre réformistes et révolutionnaires?

Je suis sceptique sur la pertinence de ce clivage au plan historique. La dernière insurrection a eu lieu il y a plus de cent cinquante ans avec la Commune. Quand Guesde, mais aussi les partisans de Jaurès ou des radicaux, parlaient d'aller dimanche bouffer l'ennemi bourgeois en dehors de sa citadelle, ils appelaient simplement à aller voter. La gauche la plus radicale aujourd'hui reste réformiste. Même le parti pris populiste des insoumis conserve un objectif réformiste: remporter

l'élection. Quand elle fait trop le buzz à l'Assemblée, LFI accepte la sanction. Quand elle perd une élection, elle rend son mandat. Perdre des voix à trop donner dans le spectaculaire, c'est une chose. Mais on ne peut plus dire qu'une partie de la gauche soit tournée vers la prise de pouvoir révolutionnaire.

Comme historien, quel regard portez-vous sur les divisions du Nouveau Front populaire?

Le NFP n'a obtenu que 28% des voix aux législatives quand le Front populaire en 1936 faisait 58%. L'enjeu pour la gauche doit être de se développer en utilisant sa diversité dans un sens positif, plutôt que d'ouvrir sans cesse de nouveaux fronts dans son propre camp. Qu'il y ait des divergences pour gouverner est normal, par définition les alliances politiques sont dues à une circonstance historique et fonctionnent mieux en défensive. Le NFP a réussi à empêcher l'arrivée à Matignon du Rassemblement national, mais n'a obtenu qu'une majorité relative. L'esprit démocratique aurait voulu que Macron fasse les choses dans l'ordre: présenter Lucie Castets à l'Assemblée au risque qu'une motion de censure soit votée contre elle. La situation était fréquente sous les III^e et IV^e Républiques, sous la présidence de Mac Mahon par exemple.

N'a-t-on pas tendance à trop idéologiser les alliances passées?

Oui, il faut faire attention à ne pas mythifier ces coalitions. Au moment du Front populaire, les forces de gauche sont à couteaux tirés. La supposée grande manifestation unitaire du 14 juillet 1935 avait été précédée de menaces de violences physiques entre étudiants communistes et socialistes. Quand la gauche fait le Programme commun en 1972, elle commence par être battue aux élections. En 1981, les rapports sont très frais, il n'y a pas de réel accord sur le programme réactualisé. A une tendance à dramatiser aujourd'hui toute division à gauche comme si c'était la fin du monde. Mais quand des majorités ne tiennent pas et que des désaccords s'expriment, des procédures institutionnelles existent. La République n'est pas la pour faire émerger des consensus mais pour régler les dissensus.

Recueilli par **CLÉMENCE MARY**



INTERVIEW

Suite de la page 3 député Aurélien Saintouart quand son collègue des Bouches-du-Rhône Sébastien Delogu a estimé que Ruffin «est pitoyable», «il est tombé bien bas. Il va finir comme Fabien Roussel. [...] C'est une manière de succomber au racisme», a-t-il lancé sur Sud Radio ce jeudi. Un règlement de compte en bonne et due forme entre anciens compagnons. Mais pas seulement.

«LAISSEZ TOMBER, ON PERD NOTRE TEMPS»

L'affrontement entre François Ruffin et le nouveau dur insoumis révèle le grand débat stratégique qui traverse la gauche depuis plusieurs années : comment se comporter face aux classes populaires qui, pour beaucoup, votent désormais pour le Rassemblement national ? N'est-ce pas peine perdue ? Comment parler à cette population qui ne se sent plus représentée par la classe politique ? Ces questions bousculent les différents partis qui voient les grignots de gauche se faire crêper par l'extrême droite.

Les insoumis, eux, ont acté que convaincre cet électoral de revoter à gauche ne valait pas le coup politiquement. «Il faut mobiliser

la jeunesse et les quartiers populaires. Tout le reste, laissez tomber, on perd notre temps !» a ainsi lancé Jean-Luc Mélenchon à une manifestante le 7 septembre lors du rassemblement pour la destitution d'Emmanuel Macron. Durant les européennes et les législatives, les insoumis ont ainsi axé leurs campagnes sur la conquête des quartiers populaires en mettant notamment l'accent sur le conflit israélo-palestinien. Une thématique perçue comme hautement mobilisatrice y compris pour certains des segments de population les plus éloignés de la politique.

«Les quartiers populaires représentent un enjeu très important pour nous, c'est là que nous faisons nos meilleurs scores», reconnaissait alors le directeur de campagne de Manon Aubry, Matthias Tavel. Les insoumis ont fait leur calcul. Il est plus simple, pensent-ils, de convaincre des abstentionnistes de se tourner vers les urnes et de voter pour eux que de tenter de faire changer de bulletin en converti au Rassemblement national. Y compris s'il n'est que par colère ou contestation. Une stratégie gagnante, insistent-ils, puisque elle a permis à «La France insou-

UNE FÊTE DE L'HUMA BOUSCULÉE

quel avenir pour le Nouveau Front populaire ? La question animera la 89^e édition de la Fête de l'Humanité qui s'ouvre ce vendredi au Plessis-Paté (Essonne). Vendredi, leur candidate désignée pour Maitignon, Lucie Castets, sera présente pour un «grand entretien» devant militants et sympathisants. Le lendemain, les chefs de partis, Manuel Bompard (LFI), Marine Tondelier (Écologistes), Olivier Faure (PS) et Fabien Roussel (PCF) débattront ensemble. Quelques heures plus tôt, sur le stand de Picardie Debout, François Ruffin organise une réunion de déçus du mélenchonisme avec Charlotte Girard qui a claqué la porte du mouvement en 2019. Un peu plus tard dans la journée (17h45), Roussel prononcera son traditionnel discours de rentrée avant d'être concurrencé, quarante-cinq minutes plus tard, par Jean-Luc Mélenchon qui a prévu le sien sur la destitution d'Emmanuel Macron.

mise de gagner en 2024 un million de voix supplémentaires par rapport à l'élection européenne précédente», comme aime le rappeler le coordinateur de LFI Manuel Bompard.

TOURNER LE DOS À TERRA NOVA

A l'inverse, nombre de responsables politiques comme François Ruffin, Fabien Roussel ou le socialiste Philippe Brun martèlent que la gauche ne pourra être victorieuse que si elle repart à la conquête de cet électoral. Les fameux «fichés

pas fachos». Constatant que le Parti socialiste, Les Écologistes, le Parti communiste ou La France insoumise sont forts dans les centres-villes mais moins dans les territoires périphériques, les partis multiplient les discours appelant à tourner le dos à la célèbre note de Terra Nova de 2011 dans laquelle le think tank préconisait de dire «adieu» aux ouvriers et employés afin de se tourner vers des catégories plus urbaines et diplômées. Pour cela, les Ruffin et consorts plaident pour que les formations politiques retissent le lien

avec ces électorats perdus en se concentrant sur leurs priorités. En parlant donc principalement de social. Tous préconisent d'aller à la rencontre des gens sur le terrain. En 2023, le PS avait tenté de joindre les actes à la parole en lançant un grand tour de France pour «renouer avec les quartiers populaires», mais l'initiative n'avait finalement pas été jusqu'à son terme à cause de brouilles autour de la constitution de la liste pour les européennes.

Ce débat sur les classes populaires devrait en tout cas animer la Fête de l'Humain qui s'ouvre ce vendredi dans l'Essonne. Exactement comme la question du travail avait enflammé l'édition 2022 après les propos de Fabien Roussel sur «la France des allées». D'autant que tous les protagonistes du règlement de compte seront sur place. Aussi bien François Ruffin qui discutera sur scène avec Charlotte Girard, autre mélenchoniste déçue qui a claqué la porte de La France insoumise en 2019 à cause de désaccords sur l'organisation du mouvement. Que Jean-Luc Mélenchon qui pourrait répondre à son ancien camarade lors de sa prise de parole prévue samedi en fin d'après-midi. ➔

En 2012, Mélenchon sort «secoué» d'Hénin-Beaumont

Parachuté aux législatives dans le futur fief lepéniste, Jean-Luc Mélenchon s'était retrouvé désemparé par l'échec de sa stratégie de conquête du Nord ouvrier frappé par le chômage.

Les propos risquent de coller à Jean-Luc Mélenchon un bon moment. «Quand il me racontait Hénin, c'était à la limite du dégoût : "On ne comprenait rien à ce qu'ils disaient...". "Ils transpiraient l'alcool dès le matin...". "Ils sentaient mauvais...". "Presque tous obèses...".», écrit François Ruffin dans son nouveau livre, *Itinéraire : ma France en entier, pas à moitié* (Les liens qui libèrent). Le député de la Somme, ancien insoumis qui siège désormais avec les écologistes, y livre une partie de ses conversations avec Jean-Luc Mélenchon au sujet de la candidature de ce dernier à Hénin-Beaumont, futur fief lepéniste, aux élections législatives de 2012. Une victoire (la dernière ici) pour la gauche, avec le socialiste Philippe Kemel. Une défaite pour Mélenchon, éliminé dès le premier tour avec 21,5 % des suffrages exprimés, plus de 20 points derrière Marine Le Pen qui, elle, l'emportera cinq ans plus tard. Pour l'avoir suivi sur place il y a maintenant plus d'une décennie, on ne se souvient pas d'avoir entendu le candidat (à l'époque sous la bannière «Front de gauche», en alliance avec le PCF) tenir de tels propos sur le terrain.

Mêmes si, comme Ruffin, d'autres personnalités de gauche témoignent, a posteriori, de propos très insultants envers les habitants d'Hénin-Beaumont. En revanche, on se rappelle, en 2012, d'un homme décontenancé par une réalité locale ne correspondant en rien aux théories qu'il assénait sur les estrades et dans ses conversations avec les journalistes.

«Épuisé». Son parachutage à Hénin-Beaumont — pas encore dirigée par l'extrême droite — juste après une première campagne présidentielle éreintante, est un calvaire. Refusant tout accord avec le Parti socialiste d'un François Hollande qui vient d'entrer à l'Élysée, il choisit, plutôt que des circonscriptions urbaines à Marseille, Paris ou Montpellier, de tenter la prise du bassin minier, tenu par un PS corrompu et à bout de souffle, et que lorgne Le Pen. «Il fallait tenir le drapeau de tête», confie-t-il alors, déterminé à poursuivre la stratégie «front contre front» théorisée pendant la présidentielle.

Sauf que le drapeau, rouge en l'occurrence, est passé de mode là-bas, et que Mélenchon fantasme alors un monde ouvrier disparu. Le chômage endémique et l'extrême pauvreté du nord de la France dans une ville dégoûtée du monde politique et qui donne du «Marine» à la fille de Jean-Marie Le Pen bouscule ses fondements. «Ce n'est pas un bon souvenir. La confrontation à la misère du secteur m'a beaucoup secoué et j'étais épuisé», dira-t-il cinq ans plus tard. L'une de ses amies l'avait pourtant prévenu : «Ne va pas à Hénin-Beau-



Jean-Luc Mélenchon à Hénin-Beaumont, le 10 juin 2012. PHOTO CEDRIC DHALUIN

mont», lui avait écrit Marie-Noëlle Lienemann avant qu'il ne prenne sa décision. L'ex-rocardienne, avec qui il a fondé le courant de la Gauche socialiste au sein du PS des années 1990, savait de quoi elle parlait : elle avait été missionnée par la direction de son parti pour tenter de remettre de l'ordre dans la section locale. Sans succès. «Il n'y a plus de mineurs là-bas. Il y a des veuves de mineurs, rappelle Lienemann. Et les veuves de mineurs expliquaient à leurs maris qu'il ne fallait pas faire grave, pour amener de la soupe.»

Jean-Luc Mélenchon expérimente aussi les méthodes nauséabondes de l'extrême droite avec des faux tracts, dont l'un le représentant devant... un camp de concentration. Les communistes locaux ne se sentent pas respectés par les jeunes militants du Parti de gauche, sa formation de l'époque, venus de Paris ou Lille pour aider leur «président». «C'est un territoire où, pour se battre, il faut l'aider et y habiter, rappelait, il y a quelques années, la future secrétaire nationale des écologistes, Marine Tondelier, qui a grandi à Hénin-Beaumont et observé cette campagne très compli-

quée. Marine Le Pen avait ses lieutenants sur place, de la logistique, Pas Mélenchon. Sa stratégie n'était pas une bonne solution : elle apportait de la violence politique quand les habitants voulaient de l'apaisement.»

«Charognards». L'insoumis n'est pas d'accord avec le constat. «C'est la pire campagne que j'ai jamais vue, mais j'ai eu raison d'y aller», revendiquait-il auprès de Libération en novembre 2012. «Je devais monter en première ligne ! J'ai échoué de peu, mais j'ai fait la démonstration d'une méthode, ajoutait-il cinq ans plus tard. Je ne me suis pas contenté de jérémiades démolissantes. Je me suis opposé au contenu raciste et antisocial du programme du Front national.» Sauf qu'après avoir promis dans son discours de défaite sur la place Wagon d'Hénin-Beaumont qu'il «quittait la scène» mais «pas le département» et traité les journalistes présents de «charognards», il optera, en 2017, pour une circonscription en plein centre de Marseille. Le virage stratégique avait déjà eu lieu.

LILIAN ALEMAGNA

SI SEULEMENT TOUT LE MONDE DÉFENDAIT LE DROIT À L'INFORMATION

XI JINPING, président de la République populaire de Chine,
172^e au classement mondial pour la liberté de la presse.



**Soutenez le droit à l'information,
abonnez-vous à nos albums pour 32 €/an.**

RSF REPORTERS
SANS FRONTIÈRES

rsf.org

Ces images ont (malheureusement) été truquées.



José Rubén Zamora au palais de justice de Guatemala City, le 26 août. PHOTO JOHAN ORDONEZ, AFP

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Au Guatemala, puni soit qui mal y pense

«Libération» a rencontré en prison le journaliste José Rubén Zamora. Condamné pour blanchiment d'argent, il subit en réalité un pouvoir judiciaire corrompu qui le sanctionne pour ses enquêtes contre d'anciens présidents.

Par
DIEGO CALMARD
Envoyé spécial à Guatemala City

Il a gardé sa moustache coupée au carré, comme dans sa vie d'avant. À tout juste 68 ans, il est sec, presque musclé sous son t-shirt blanc et son fin jogging noir. «Petit déjeuner à 7 heures, déjeuner à 14 heures, je ne dîne plus, sourit

José Rubén Zamora. *Je fais 600 abdos par jour, 120 flexions.* » Et 10 km de marche matinale dans son petit rectangle d'herbe de 12 mètres de long à l'orée de sa cellule, tournant comme un lion en cage. Sauf qu'en captivité, les lions sont mieux traités que l'ancien directeur d'*El Periódico* au centre pénitentiaire Mariscal-Zavala, en périphérie de Guatemala.

Arrêté le 29 juillet 2022, il a été condamné en juin 2023 à six ans de prison pour blanchiment d'argent dans un procès criblé d'irrégularités, où sa culpabilité n'a pas été prouvée. Une affaire «liée à son travail comme journaliste d'investigation et anticorruption», selon le groupe d'experts des procédures spéciales des Nations unies. Amnesty International dénonce une «détention arbitraire» et des «poursuites pénales infondées».

RECTANGLE D'HERBE

Son véritable tort : avoir révélé des scandales de corruption impliquant le président Alejandro Giammattei (2016-2020). José Rubén Zamora était déjà l'un des plus grands journalistes du continent, il est devenu un symbole de résistance face à un système de justice à la solde du «pacte des corrompus», une caste de politiques et de fonctionnaires

bien connue au Guatemala qui vérole la vie publique de ce pays d'Amérique centrale. A l'isolement dans une cellule d'une quinzaine de mètres carrés, Zamora est loin du bâtiment principal où logent narcotrafiquants et anciens politiciens délinquants. Pas de fenêtre, même si désormais, il est autorisé à laisser sa porte ouverte pour voir son rectangle d'herbe. Un tapis de sol pour faire du sport. Un frigo, un petit four électrique pour se préparer des repas chauds, un iPad pour la musique : depuis la prise de pouvoir du président Bernardo Arévalo en janvier, ses conditions se sont améliorées. Une soixantaine de livres empilés dans un coin : les No-

bels latino-américains Octavio Paz et Gabriel García Márquez, la poétesse nicaraguayenne Gioconda Belli, Milan Kundera, aussi. Le sport et la lecture pour garder la forme. La foi ? «Je suis catholique accommodé, sourit-il. Je pratique à ma manière, je n'ai pas de rituel.» Cette croix sur son meuble ? «C'est juste un cadeau.» Dans son dernier communiqué du 28 août, le groupe d'experts des Nations unies dénonce «des conditions inhumaines de détention [...] qui équivalent à la torture». Lors des deux premières semaines, il n'a pas fermé l'œil : «Avant, l'espace au-dessus de la porte était bouché, si bien que je ne voyais pas la lumière du jour. Je n'avais pas la notion du temps, raconte-t-il. Un jour, on m'a déposé une enveloppe avec des centaines d'acariens et des puces. C'était un enfer.» On lui a plusieurs fois proposé d'être transféré dans un hôpital. «Mais c'est ce que font les coupables, non ?»

Grâce à la médiatisation de son cas, le fondateur d'*El Periódico* – contraint à la fermeture en 2023 – a été nommé «prisonnier de conscience» par Amnesty le 1^{er} août et en juin, il a reçu la reconnaissance et l'excellence du prestigieux prix de journalisme latino-américain Gabriel-García-Márquez. Des distinctions qui s'ajoutent au soutien de l'Union européenne et de la Cour interaméricaine des droits humains. «A mes audiences, le public est composé d'ambassadeurs anglais, français, etc. Je suis soutenu par le département d'Etat des Etats-Unis, Reporters sans frontières est venu me rendre visite. C'est ce qui me fera sortir : la pression externe.»

MORCEAU DE SHAKIRA

Le 26 août, un tribunal guatémaltèque a autorisé Zamora à la prison domiciliaire dans l'affaire du blanchiment. Mais il va rester incarcéré, puisque le ministère public a aussi ouvert deux procédures pénales pour entrave à la justice et utilisation de faux documents, avec des reports incessants d'audiences : le journaliste est donc toujours en détention préventive. «Et alors que les juges doivent être tirés au sort, mon dossier est constamment remis entre les mains de Fredy Orellana.» Un juge placé sur la liste Engel du département d'Etat américain, qui liste des fonctionnaires corrompus. Ana Piquer, directrice d'Amnesty pour les Amériques, dénonce une «stratégie de persécution politique menée par le parquet et l'appareil judiciaire». Une référence

à la procureure générale depuis 2018 Consuelo Porras, allié déclarée de Giammattei et honnête des Guatémaltèques. Tous deux figurent aussi sur la liste Engel. D'ailleurs, le pays occupe la 154^e place sur 180 des pays les plus corrompus, selon l'ONG Transparency International. Arévalo a promis de lutter contre ce fléau, mais sans majorité au Congrès et avec Porras à son encontre, il semble impuissant.



Selon les experts de l'ONU, le cas Zamora crée «un effet dissuasif sur les autres journalistes du pays, les empêchant d'exercer leur droit d'informer librement et sans crainte de représailles». Si bien que beaucoup de journalistes, activistes, juges et procureurs qui ont, durant la dernière décennie, tenté de combattre la corruption et l'impunité, sont en exil. Zamora jette un regard à la photo de son cadet. Tout comme ses avocats, ses trois fils et sa femme sont partis s'exiler aux États-Unis. «Ma femme est devenue veuve. Ma famille me manque. Ils sont dans un pays décent, civilisé mais chiant! En attendant, je dois apprendre à être heureux avec ce que j'ai. Avant la prison, je ne dormais pas, de peur qu'on vienne me prendre. Mais pour être honnête, je n'ai jamais aussi bien dormi qu'ici...» Il allume son iPad et lance un morceau de Shakira. Les larmes montent. Des dossiers sur des fonctionnaires corrompus et des auteurs de massacres lors de la guerre civile guatémaltèque (1960-1996), la plus longue du XX^e siècle, Zamora en a des dizaines. «Des gens ont peur de ce que je peux écrire. Je me dis que je peux encore servir mon pays. Mais à quel bon...» Rester optimiste est le plus grand des défis. Il saisit un exemplaire de *El Periódico* daté de 2018. Une caricature montre la carte du Guatemala en forme de dédales enchevêtrés. Zamora soupire: «Le Guatemala est un labyrinthe parfait, c'est-à-dire sans issue.»

La lutte anticorruption dans le viseur d'une procureure pourrie

Neuf mois après sa prise de fonction, le président Bernardo Arévalo n'est toujours pas parvenu à se débarrasser de la cheffe du ministère public, Consuelo Porras, qui bloque les enquêtes sur les détournements de fonds et protège leurs auteurs présumés.

Dans l'interview qu'il avait accordée à *Libération* à la veille de son investiture, en janvier, le président du Guatemala, le progressiste Bernardo Arévalo, affirmait: «La première chose que je ferai une fois en poste, c'est convoquer [la procureure générale Consuelo Porras] et lui demander de démissionner.» Neuf mois plus tard, la bête noire du chef de l'État est toujours là, protégée par une immunité adossée au principe de séparation des pouvoirs. Comment combattre la corruption, le cheval de bataille d'Arévalo, lorsque le sommet de l'institution judiciaire bloque les enquêtes sur les malversations? C'est le noeud gordien auquel est confronté le Président.

Tout-puissant. Les tentatives de déloger la procureure n'ont pourtant pas manqué. Le dernier échec remonte au 30 août, quand la

Cour suprême du Guatemala a fait savoir qu'elle rejetait la demande de levée d'immunité de Consuelo Porras, que la présidence avait présentée pour «manquement au devoir».

Depuis sa nomination par le précédent président, le conservateur Alejandro Giammatei, elle a entravé toutes les enquêtes lancées pour détournements de fonds ou prises illégales d'intérêts contre un clan rassemblant patronat, monde politique et pouvoir militaire. Un groupe tout-puissant que la presse a baptisé «le pacte des corrompus». La persécution du patron de presse José Rubén Zamora (lire ci-contre) est motivée par la campagne anticorruption qu'il menait dans les colonnes de son journal, *El Periódico*.

L'une des tactiques de la procureure a consisté à lancer des accusations contre les magistrats qui instruisaient ces affaires. Au moins 20 juges ont été contraints à l'exil pour éviter la prison. Le comportement de Consuelo Porras et de son entourage, notamment le procureur Rafael Curruchiche, a motivé des sanctions décrétées par le département d'État des États-Unis et par l'Union européenne.

Après la qualification inespérée du social-démocrate Arévalo au second tour de l'élection présidentielle, la procureure générale a multiplié les procédures pour invalider le choix des citoyens. D'abord contre son parti, Semilla (la

graine), ensuite contre le candidat lui-même. Ses efforts se sont poursuivis pendant les cinq mois qui ont séparé le second tour et l'entrée en fonction du nouveau chef de l'État.

Travail de sape. La Constitution ne permet pas au Président de révoquer la procureure générale. Devant son refus de démissionner, Bernardo Arévalo a présenté en mai une réforme de la loi organique du ministère public qui lui permettrait d'agir contre son adversaire, mais le texte n'a pas avancé au Parlement, où Semilla ne dispose que de 24 sièges sur 160 (37 en comptant les alliés du gouvernement). Si aucune solution n'est trouvée, Consuelo Porras restera en poste jusqu'à la fin de son mandat, en mai 2026.

Pendant ce temps, la procureure poursuit son travail de sape de la légitimité du Président. Le 21 août, le ministère public qu'elle dirige a demandé à la Cour suprême la levée de l'immunité de Bernardo Arévalo, à la suite d'une plainte déposée par la Fondation contre le terrorisme, une organisation d'extrême droite qui s'emploie à défendre les militaires accusés de génocide contre les communautés indigènes entre 1960 et 1996. Une sanglante répression sous prétexte de lutte contre le communisme dont le bilan, selon les rapports de l'ONU, atteindrait 200 000 morts.

FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ



**MERCI AUX COMMUNES DE LA MÉTROPOLE
DU GRAND PARIS D'AVOIR FAIT VIVRE
LES JEUX AVEC PLUS DE 500 ANIMATIONS**

**FIERS D'AVOIR RÉUSSI
ENSEMBLE LES JEUX !**



**Métropole
du Grand Paris**

COLLECTIVITÉ HÔTE



metropolegrandparis.fr

Désobéissance civile

Les collectifs écolos sortent des chantiers battus

Par
ÉLÉONORE DISDERO
et **SASCHA GARCIA**

Blocages de routes, d'aéroports, interruptions de compétitions sportives, de pièces de théâtre, de réunions d'actionnaires. Le mouvement de désobéissance civile Letzte Generation Autriche («dernière génération») a usé de tous les moyens pour alerter sur la catastrophe climatique et l'effondrement de la biodiversité. Pourtant, près de trois ans après sa création, ses membres viennent de jeter l'éponge. En août, ils annonçaient la fin de leurs activités. Amers, ils faisaient un constat d'échec : les actions sont restées largement incomprises du grand public. «Malgré le déchaînement de

L'impopularité des opérations spectaculaires, leur traitement médiatique purement formel et la répression grandissante dans certains pays poussent certains mouvements de lutte pour l'environnement en France à reconsidérer leurs modes d'action.

violence à notre égard, les tentatives de criminalisation et les peines de prison, nous avons continué à manifester, justifie Marina Hagen-Canaval, membre du collectif. Mais nous devons faire face à la réalité : nous

ne voyons plus aucune perspective de réussite.» Dans ses adieux écrits sous forme de communiqué, Letzte Generation fustige un gouvernement autrichien (ÖVP, droite) qui brille «par son incompétence» et

même une partie de la population, accusée de choisir délibérément de rester dans une société biberonnée aux énergies fossiles. En creux, selon les militants : toute une nation a failli. «Cela nous rend infiniment tristes», écrivent-ils, tout en assurant que la lutte continue.

«C'EST CHOQUANT ET C'EST LE BUT»

Letzte Generation fait partie de ces collectifs de désobéissance civile, réunis au sein d'un réseau international nommé «A22», qui ont germé un peu partout dans le monde depuis 2022, en Europe mais aussi au Canada et en Nouvelle-Zélande. En quelques mois, des petits groupes de militants – rarement les mêmes – ont multiplié les actions non violentes symboliques, à fort potentiel médiatique. En France, ce mode opératoire a été incarné par Dernière Génération, qui réclamait la rénovation thermique des bâtiments, avant de se réincarner en Riposte alimentaire, début 2024, pour demander la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation. Le Tour de France, Roland-Garros, la Joconde... De nombreux symboles ont été pris pour cible, sans jamais faire de blessés et certaines mobilisations ont payé, aux yeux de ceux qui les ont orchestrées. «C'est choquant et c'est le but, résume Rachel Simon, membre du groupe. C'est sûr que certaines actions ne fédèrent pas. Mais fin 2023, il y a tout de même eu une augmentation de 1,6 milliard d'eu-

ros pour la rénovation énergétique, alors qu'un an auparavant, le gouvernement ne voulait pas en entendre parler.» Mais, à cause d'une prise de conscience interne de l'hostilité grandissante d'une partie de la population, le collectif dit désormais vouloir viser «plus explicitement les acteurs qui posent problèmes», comme l'agro-industrie et la grande distribution, plutôt que les citoyens.

Cette tension avec le public a poussé un autre groupe européen de résistance à changer de braquet. «We quit» («nous abandonnons»), a annoncé avec fracas, début 2023, la branche britannique d'Extinction Rebellion (XR UK), le célèbre mouvement de désobéissance civile qui a initié il y a six ans les blocages de rue à grande échelle pour alerter sur l'urgence environnementale. Marijn van de Geer, porte-parole du collectif, se souvient : «Beaucoup adhéraient à notre cause, mais certains nous disaient : "Pourquoi ciblez-vous les gens ordinaires alors que ce sont les compagnies pétrolières et le gouvernement qui sont responsables de la crise climatique ?" Le mouvement a décidé d'arrêter les coups d'éclat après avoir constaté leur caractère contre-productif, pour viser, lui aussi, les artisans du chaos climatique. «L'attention se concentrait sur nos tactiques mais pas sur la dégradation du climat et la destruction de la nature», regrette Marijn van de Geer.

«En dehors de nos milieux où l'on comprend cette stratégie, les gens peuvent avoir du mal à concevoir pourquoi ils sont la cible des militants», concède Léna, porte-parole des Soulèvements de la Terre, un autre collectif dont le mode opératoire s'est toujours, lui, focalisé sur des luttes ciblées et le sabotage d'infrastructures. L'historien Pierre-Marie Terral, spécialiste du mouvement du Larzac, ne dit pas autre chose. «On a vu le décalage se créer entre les Français lambda et ces jeunes écologistes. Bloquer des routes ou empêcher l'accès des magasins pour les soldes, c'est rejouer "la fin du mois contre la fin du monde". Ces actions parlaient à un certain public, mais n'arrivaient pas à toucher le "grand public", relève l'expert. Les résultats du Baromètre Ecologie Environnement le confirment. Cette enquête, qui s'est notamment penchée sur le soutien des Français aux différentes actions de désobéissance civile, est claire : si la majorité des personnes interrogées trouve «acceptables» de bloquer une entreprise polluante ou d'occuper une zone naturelle menacée, elles sont respectivement 69% et 74% à juger «inacceptable» d'obstruer une route ou d'interrompre un événement sportif.

«Est-ce que les blocages étaient une bonne idée ?» se demande Sébastien, membre de la branche française d'Extinction Rebellion, née en 2019. Avant chaque action, on se pose des questions sur la meilleure tactique à adopter. On se demande comment on va être reçu, si on va heurter les gens... Le plus important, c'est de savoir si les citoyens vont s'identifier à nous ou pas.» Chose plus aisée



Des activistes de Dernière Génération lors de leur jet de peinture sur le tableau *La Vie et la Mort* de Gustav Klimt, au Leopold Museum à Vienne, le 15 novembre 2022. PHOTO ALTO, ZUMA, REA



Des activistes climatiques de Letzte Generation bloquent les rues lors d'une manifestation à Cologne, en Allemagne, le 16 mars. PHOTO HESHAM ELSHERIF/ANADOLU AFP

lorsque le mouvement pour le climat se concentrait sur des marches pacifiques, lancées par la militante suédoise Greta Thunberg voilà six ans, peu avant que le Covid-19 ne stoppe cet élan mondial. «À l'époque, le public pouvait se dire: "Je suis comme eux, je descends dans la rue"», se souvient Sébastien.

DES INTERPELLATIONS MASSIVES

«On était assez naïfs, on se disait: "On va faire des marches et ils vont respecter l'accord de Paris", rappelle Léna, qui participait elle aussi à ces protestations pacifiques. Mais face à nous, il y avait des personnes aux intérêts contraires. C'est pour ça qu'on est passés à la désobéissance civile.» Du fait de ce changement de méthode, le regard des autorités a évolué, selon les activistes. Les militants n'ont plus été considérés comme des citoyens en colère mais comme des personnes radicales. Le professeur de droit pénal à l'université de Cergy Olivier Cahn dépeint une véritable stratégie du ministère de l'Intérieur, qui a «musclé son discours à des fins dissuasives». Et de rappeler que les modes opératoires des Soulèvements de la

Terre ont été comparés à «de l'écoterrorisme» par le ministre de l'Intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin. Dans certains pays, des interpellations massives ont dissuadé les moins radicaux de se mobiliser. «Là, les autorités peuvent déployer la répression en arguant: "Vous voyez, il n'y a que des gens radicaux"», analyse-t-il. «Il est devenu plus difficile pour la population de s'identifier à nous et de nous rejoindre», confirme Sébastien, d'Extinction Rebellion. En France, la plupart des militants du climat échappent souvent aux procès ou aux condamnations. «On est encore protégés par la justice», souffle le militant. Ce qui est loin d'être le cas ailleurs en Europe. Au Royaume-Uni, les peines «sont de plus en plus extrêmes», témoigne l'activiste Marijn van de Geer. Jusqu'à présent, la justice britannique se contentait d'amendes. «Aujourd'hui, des gens prennent trois voire cinq ans de prison pour avoir bloqué une autoroute, comme Roger Hallam», le cofondateur d'XR au Royaume-Uni, condamné en juillet 2024. Pour l'Autrichienne Marina Hagen-Canaval, de Letzte Generation, la répression peut tout de même avoir une forme para-

doxale d'utilité, mettant en lumière la résistance et «obligeant la société à choisir un camp». «Êtes-vous du côté du gouvernement ou du côté du peuple qui se bat pour vous et votre avenir? questionne la militante. Dans tous les cas, rien de ce que les Etats pourraient nous faire n'est aussi grave que la catastrophe climatique.»

Il y a aussi la question du traitement médiatique des opérations musclées. Si Rachel Simon, de Riposte alimentaire, se réjouit que ses actions lui aient permis d'être invitée sur les plateaux télévisés, beaucoup

reprochent à la presse de ne pas s'intéresser au fond du problème. «Jamais un JT de 20 heures ne va expliquer ce qui pousse un groupe de jeunes à projeter de la soupe sur un tableau, retrace l'historien Pierre-Marie Terral. Les journalistes racontent juste cet acte, présumé de "vandalisme", mais la possibilité de s'exprimer sur celui-ci est rarement accordée aux militants.» Difficile de déjouer les règles de la société du spectacle. «Si l'action est trop spectaculaire, tout le monde ne va parler que de ça, et pas de ce que l'on dénonce. Et en même temps, on doit marquer l'opinion, sinon on ne parle pas de nous!» pointe Sébastien.

«Bloquer des routes ou empêcher l'accès des magasins pour les soldes, c'est rejouer "la fin du mois contre la fin du monde"»

Pierre-Marie Terral
historien spécialiste
du mouvement du Larzac

«NOUS SOMMES TOUS FATIGUÉS»

Ces échecs en série pèsent sur le moral des activistes. «On arrive à un moment difficile», reconnaît Sébastien. Du côté des Soulèvements de la Terre, Léna semble préoccupée pour les collectifs ayant choisi ces modes d'action cash. «Leur idée de jeter de la soupe ou de bloquer la route, de temps en temps, c'est intéressant, parce que ça médiatise. Mais sur le temps long, se concentrer sur cette stratégie... Elle marque une pause, pèse ses mots. «Ça doit surtout les

épulser.» Justement, Marijn van de Geer, de XR Royaume-Uni, a l'impression d'avoir «vieilli de vingt ans au cours des six dernières années»: «Nous travaillons vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept pour cette cause. La plupart d'entre nous perdent des amis à force de ne pas les voir, nous sommes tous fatigués... Mais nous n'avons pas d'autre choix que de continuer.» Un sentiment que partage l'Autrichienne Marina Hagen-Canaval: «On n'est plus vraiment motivés.» Mais elle l'assure, la lutte de son collectif se poursuivra sous une autre forme, encore à définir.

«Est-ce la fin d'une ère, nous posant à nous réinventer?» réfléchit tout haut Rachel Simon, qui redoute une radicalisation sociale, voire des sabotages. «Même si ça ne réjouit personne d'en arriver là», ajoute-t-elle. Certains activistes entendent désormais miser sur les luttes locales pour mobiliser les habitants contre des projets climaticides. D'autres parient sur des actions ciblées à la manière des Soulèvements de la Terre, contre les infrastructures fossiles et l'agro-industrie. Tous cherchent à être mieux compris. ➤

Par
**JEAN-BAPTISTE
DAOULAS** et **LAURE EQUY**
Photo
BRUNO AMSELLEM

Toute la semaine, Michel Barnier a baladé son triptyque «humilité, respect, écoute» aux quatre coins de la France. Aux rentrées parlementaires de chaque groupe du centre ou de la droite qu'il espère voir rejoindre sa majorité relative, le Premier ministre s'est livré à un numéro de charme, mélange de raideur et de séduction. «Vous avez de l'exigence, j'en ai aussi», a-t-il lancé lors d'un «apéritif républicain» à la petite centaine de parlementaires macronistes réunis mardi soir dans les Yvelines. Le patron, c'est lui, comprennent ceux qui ont exercé le pouvoir pendant sept ans. Mais un patron qui brosse tout le monde dans le sens du poil, affichant jeudi ses «relations très amicales et très cordiales», avec les tauliers de la droite, Laurent Wauquiez, Gérard Larcher, Bruno

Retailleau, rassemblés aux journées parlementaires LR à Bourget-du-Lac (Savoie). Dans le département qu'il a présidé pendant dix-sept ans, le chef de gouvernement le plus âgé de la V^e République semblait plus dans son élément que face à des élus de l'ex-majorité peu sensibles à l'évocation de son mentor Jacques Chaban-Delmas ou du rapprochement entre Charles de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer. Michel Barnier n'est pas celui que vous pensez. Nommé à Matignon avec la bienveillance du RN, black-listé par les groupes de gauche qui refusent de le rencontrer (à l'exception du PCF), il se présente comme un «patriote gaulliste» et un «progressiste» devant les macronistes. Bien informé sur leurs échanges, il aborde de lui-même l'égalité hommes-femmes, un sujet que ces derniers ont placé plus tôt dans la journée comme une priorité. Les marottes de chacun sont accueillies aimablement. La réforme de la fin de vie? Il n'est pas fermé, répond-il

à une députée Modem mercredi en Seine-et-Marne. La proportionnelle aux législatives, chère au parti de François Bayrou? Il s'engage à s'y intéresser. «Il a parlé de sujets que l'on défend depuis longtemps: une conférence sociale pour redonner du pouvoir d'achat, le partage de la valeur et la justice sociale avec des inflexions fiscales», salue le député Modem Erwan Balanant.

APPÉTIT DÉCOMPLEXÉ

«Comme tout peut être retenu contre lui, il nous dit ce qu'on a envie d'entendre... Donc il ne nous dit rien», ironise un député Ensemble pour la République (EPR, ex-Renaissance). Réputé méthodique, Barnier va devoir accélérer s'il veut, comme il l'a annoncé, présenter un gouvernement la semaine prochaine. «C'est un objectif, ne cochez pas la date», glisse un de ses interlocuteurs, sceptique. Soutien au gouvernement? Participation? Renaissance, comme LR, font mine d'hésiter, comme s'ils avaient un douloureux dilemme à trancher. Si Barnier s'est

«Ils prônaient un soutien sans participation, maintenant ils voyagent en bus à Matignon.»

Un allié du camp présidentiel sur les élus de droite

trouvé en terrain conquis chez les philippistes d'Horizons, les macronistes, eux, s'efforcent de faire croire que leur appui n'est pas acquis. Dans le contrat de «coexistence exigeante et transparente» théorisé par l'Elysée, les députés EPR auraient des devoirs et des droits: «Tout faire pour que ça marche», assure Gabriel Attali qui rappelle aussi que «pas un vote ne peut se gagner» sans ses troupes. Les députés de l'ex-majorité refusent de voir leur bilan détricoté et posent leurs conditions... Qui varient d'une sensibi-

lité à l'autre. Pas de hausse d'impôts réclame la frange droite, tandis que l'aile gauche redoute le retour du débat sur l'immigration (lire ci-contre). Laurent Wauquiez demande, lui, l'application «d'une politique de droites», avec «plus de sécurité» et «moins d'immigrations». S'ils font la fine bouche sur le soutien au futur gouvernement Barnier, tous se montrent gourmands sur les postes ministériels. À la tête du premier groupe (97 députés) de la potentielle coalition à l'Assemblée nationale, Attali estime représenter 40% de l'attelage et entend être payé à due proportion. C'est sans compter le Sénat, répliquent Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, patron des députés Droite républicaine (DR) et des sénateurs LR, qui se voient peser tout autant. Habitué à ces calculs au prorata des effectifs parlementaires, François Bayrou, qui a aujourd'hui quatre membres du Modem au gouvernement, ne compte pas en obtenir moins. Et Horizons, qui en a deux, voudrait être mieux servi.

DROITE **Pour Michel Barnier, dernier slalom entre les arrivistes**

Le nouveau Premier ministre est arrivé jeudi aux journées parlementaires LR en Savoie, après avoir rencontré les jours précédents les dirigeants d'Horizons et de la coalition présidentielle. Il a reçu à chaque fois des CV à la pelle.



Michel Barnier, jeudi près d'Annecy aux journées parlementaires LR.

Dans l'opposition depuis douze ans, les élus de droite se bousculent au portillon, candidatant tous azimuts pour les ministères régaliens ou, comme Annie Genevard, pour l'Éducation. «La semaine dernière, ils pronôcent un soutien sans participation, maintenant ils voyagent en bus à Matignon» raille un allié du camp présidentiel. Un appétit décomplexé qui irrite au sein du bloc central, où la colocation avec un Retailleau à la Justice ou un Wauquiez à l'Intérieur n'emballent personne. «Il ne faut pas que les LR se sentent dominés. De "jamais de la vie" à "on veut tous les postes", l'équilibre est au milieu», avertit un ministre démissionnaire tandis qu'un de ses collègues prédit «sans menace» que «l'espérance de vie du gouvernement sera proportionnelle au poids qu'on y aura». Lorsque Michel Barnier devra s'appuyer sur des députés, dans un hémicycle électrique, vers quels bancs se tournera-t-il ? Qui tiendra la tranchée face au RN et à LFI, lors des séances de nuit, préviennent les macronistes ? Eux

se verraient bien conserver Bercy, l'Éducation, le Travail ou les Affaires européennes, «où sont nos marqueurs identitaires», selon un pilier du groupe EPR. Quand les uns mettent en garde contre le retour aux affaires d'un «gouvernement RPR», Laurent Wauquiez se dit préoccupé par «la reconduite de ministres sortants qui ne donneraient pas l'image du changement». «Chacun aura sa place», ménage Barnier, qui promet un gouvernement «équilibré, représentatif, pluriel», mais bien «un nouveau gouvernement», pas seulement une équipe remaniée. Il prévoit de rencontrer ou d'appeler des ministres «à partir de ce week-end».

«TENU PAR PERSONNE»

Depuis l'Elysée, Emmanuel Macron surjoue la prise de hauteur et laisse son Premier ministre se dépêtrer avec les exigences de chacun. «Les fils sont coupés avec Matignon», jure un conseiller, nourrissant le récit d'un transfert du pouvoir accepté par le chef de l'État. Les deux têtes de l'exécutif n'ont abordé que l'ar-

chitecture globale du futur gouvernement. «Le Premier ministre propose, le Président nomme et dans cet intervalle est l'esprit de la République», dit-on à l'Elysée. Avec quelle marge de manœuvre pour Barnier face à Macron et aux chefs de partis ? «Ça mériterait qu'il ait un gouvernement qui ne soit pas celui qu'il souhaite, juge son amie et ex-députée LR, Brigitte Kuster. Aucun chantage de qui que ce soit ne pourra l'influencer.» A ses interlocuteurs, le Premier ministre se dit «libre» de choisir son équipe. «Il m'a dit qu'il n'était tenu par personne, qu'il avait la latitude de défendre la politique qu'il allait mener», dit l'un d'eux. Un pont du Parti socialiste s'en amuse déjà : «Michel Barnier, qui a des qualités, a une haute estime de lui-même. Il va être avec Emmanuel Macron dans une forme de condescendance. Il va vouloir prendre de la liberté. C'est son intérêt et la meilleure façon de montrer aux Français qu'il n'est pas le continuateur, encore moins le collaborateur de Macron.»

L'immigration revient hanter le camp présidentiel

Les positions passées du nouveau Premier ministre, les exigences de la droite et le soutien sous conditions du RN font craindre à une partie des macronistes un nouveau tour de vis.

Et dire qu'ils l'espéraient débarrassés de ce fardeau... Après l'adoption, dans des conditions cauchemardesques, fin 2023, de la loi immigration, écrite sous la dictée de Les Républicains (LR) et votée par le Rassemblement national (RN), les macronistes pensaient avoir tourné la page. L'installation de Michel Barnier à Matignon et l'entree probable au gouvernement d'une droite obsessionnelle sur le sujet devraient ouvrir le débat et les plaies du camp présidentiel qui se déchire depuis sept ans sur la question migratoire.

«Sous surveillance». Un petit avant-goût ? Vite démentie lundi par l'entourage du Premier ministre, l'idée de créer un ministère de l'Immigration en a épouvanté certains. «Si ça continue, ce n'est pas sur le budget que Barnier risque d'être renversé, mais sur les sujets régaliens», avertissait un parlementaire d'Ensemble pour la République (EPR, successeur de Renaissance). Celui qui, au lendemain de sa nomination a, entre autres, promis des «mesures concrètes» pour «maîtriser les flux migratoires», est pressé de toutes parts de dévoiler ses intentions. Par une frange du camp présidentiel qui s'inquiète. Par la droite mise en appétit, qui, cet été, a déjà reforgué dans son «pacte législatif» les mesures que les députés LR avaient injectées dans la loi immigration avant d'être censurés par le Conseil constitutionnel (durcissement du regroupement familial, conditionnement de prestations sociales non contributives, fin de l'automaticité du droit du sol, etc.). Et par le RN qui a placé Barnier «sous surveillance». Présent jeudi aux journées parlementaires de LR, le Premier ministre a promis de «traiter cette question grave, sérieuse avec de la rigueur, avec de la ténacité, dans un souci de maîtriser l'immigration», mais aussi «avec humanité». Le discours que tenait l'ex-candidat à la primaire LR de 2021 laisse peu d'espoir de nuance : la promesse d'un moratoire de trois à cinq ans, «préalable à la reprise en main de notre politique migra-

toire», et surtout un référendum visant à mettre en place un «bouclier constitutionnel» de façon à assurer en matière migratoire la primauté du droit national sur le droit européen. Virage opportuniste pour séduire une base militante pour radicalisée ? Le profil du grand Européen en avait, en tout cas, pris un coup. «Le candidat de 2021 n'a pas intérêt à récidiver», menace un député EPR. Tentant de se convaincre qu'il n'y a pas de fatalité à devoir gober tout cru le programme de la droite dure, les macronistes s'accordent sur le principe de fixer des «lignes rouges» à Michel Barnier. Problème : entre eux, ont-ils déjà les mêmes ? Dans un entretien à *Libération*, le ministre démissionnaire chargé de l'Industrie, Roland Lescure, citait la nécessité de préserver l'immigration économique, légale, et de maintenir l'aide médicale d'État (AME). Depuis des années, LR tente, sur chaque loi de financement de la Sécurité, d'avoir la peau de ce dispositif qui garantit aux étrangers en situation irrégulière la prise en charge gratuite de soins médicaux sous condition de ressources, et voudrait le cantonner aux soins les plus urgents. Un tour de vis qui risquerait d'avoir de graves conséquences sur la santé publique. Dans la frange gauche d'EPR, Stella Dupont juge «démagogique et contreproductif» une remise en cause de l'AME. Certains sont prêts à revoir le panier de soins. D'autres encore ne seraient pas gênés de se rallier à la piste d'aide médicale d'urgence de LR. Bref, «l'AME, c'est la ligne de fracture, avec ça, on pète le groupe», résume, cash, une ministre démissionnaire. «On a une aile droite emballée par l'arrivée de Barnier, une aile gauche sceptique et un ventre mou qui se demande quelles couleuvres on va nous faire avaler», plante un député EPR, inquiet pour sa digestion.

Lignes rouges. Le député Sacha Houlié, qui n'a pas attendu Michel Barnier pour quitter le groupe EPR cet été, rappelle que poser des conditions, c'est très bien... quand on les tient. Président de la commission des lois lors du débat sur la loi immigration, il se souvient que toutes les lignes rouges fixées avaient été franchies : «On a touché aux prestations sociales, au code de la nationalité et promis un décret pour réformer l'AME. J'aimerais, cette fois, avoir de bonnes surprises, mais j'en doute.»

L.Eq.



Procès des viols de Mazan Les médias étrangers en nombre pour raconter «une histoire hors norme»

Aux côtés des journalistes français, une trentaine de chroniqueurs étrangers couvrent les audiences à la cour criminelle d'Avignon.

Interrogés par «Libération», trois d'entre eux décrivent un procès «à l'ampleur inédite» et témoignent de l'intérêt pour l'affaire dans leurs pays respectifs.

Par
NELLY DIDELOT
et **MARLÈNE THOMAS**
Envoyée spéciale à Avignon

La file s'allongeait au fil des jours. Jusqu'à l'annonce, mercredi, de l'absence de Dominique Pelicot, instigateur d'un système rodé de violences sous soumission chimique lui ayant permis de violer et de faire violer par 50 hommes son épouse, Gisèle Pelicot, durant neuf ans, les journalistes se bousculaient pour accéder aux deux précieux bancs dévolus à la presse. Aux côtés des médias nationaux et régionaux, la presse internationale gravite en nombre dans la cour criminelle du Vaucluse, à Avignon. La zone de duplex prend l'allure d'une tour de Babel.

«Horreur»

De peur de ne pas accéder aux fameuses places in situ, un journaliste grognait même dans la queue, mercredi. «Il y a tellement de médias étrangers en même temps...» Parmi les quelque 70 accréditations délivrées, une trentaine est dédiée aux journalistes étrangers et trois nouvelles autorisations leur ont été délivrées depuis le début des audiences. Si la majorité d'entre eux sont européens (allemands, néerlandais, italiens, etc.), le calvaire de Gisèle Pelicot et ses proches trouve également écho jusqu'aux États-Unis et au Mexique. Sur des bancs anormalement vides, des journalistes sont venus s'assurer, jeudi, du calendrier remodelé de la semaine prochaine. Si son état de santé le permet, Domi-

nique Pelicot devrait être entendu en priorité, en début de semaine. Après une matinée consacrée à des expertises psychologiques et un après-midi dévolu à la fin de la déposition d'un enquêteur, le procès est suspendu jusqu'à lundi. L'affaire pourrait même être «renvoyée» si le principal accusé était «durablement indisponible», selon le président, Roger Arata.

Dans la presse internationale, la commune de Mazan ne renvoyait, il y a encore quelques semaines, qu'à une seule occurrence. Celle du mariage de l'actrice britannique Keira Knightley avec le musicien James Righton, qui a eu lieu dans cette petite ville du sud de la France en 2013. Mais depuis le début du procès, la semaine dernière, le nom de Mazan ne cesse de résonner dans les journaux internationaux. La BBC y a dépêché des reporters chargés d'interroger les femmes de la commune, des tabloïds britanniques ont photographié l'ancienne maison du couple sous tous les angles, et le New York Times consacre un dossier entier à «la France confrontée à l'horreur d'une affaire de viols».

Tout, dans cette histoire, est de nature à fasciner les médias. À commencer par les faits : comment un sexagénaire a-t-il pu assommer son épouse de sédatifs pendant dix ans, et après quatre décennies de mariage, pour la violer et l'offrir en pâture à des dizaines d'inconnus ? «Tout semble presque trop choquant pour être encaissé – la durée pendant laquelle Dominique Pelicot est accusé d'avoir drogué sa femme, l'aspect ordinaire et aimant du couple à la retraite et le nombre d'hommes accusés

de l'avoir violée», écrit l'envoyée spéciale du New York Times dans son premier compte rendu d'audience.

Au tribunal d'Avignon, les médias étrangers ont découvert à la barre une femme admirable, que la plupart qualifient d'«héroïne». «Bien que le [Washington] Post n'ait pas l'habitude de nommer les victimes de crimes sexuels, dans ce cas précis, elle a demandé à être identifiée par son nom de femme mariée, Gisèle Pelicot. La victime présumée, âgée de 72 ans, a demandé que le procès se déroule en audience publique, parce qu'elle voulait que le monde sache ce qui lui était arrivé», indique l'autre grand quotidien américain.

«Bannière»

L'ouverture du procès aux médias est notée par tous les journaux. «Cette décision est une forme de militantisme – elle a d'abord hésité, puis a été convaincue par sa fille – pour désigner clairement ceux qui doivent se sentir déshonorés. La honte doit changer de camp...», a déclaré son avocat, une phrase qui est devenue une bannière dans cette affaire», écrit notamment le correspondant à Paris d'El País.

Les photos de Gisèle Pelicot ouvrent tous les articles. Son carré long, ses lunettes de soleil, son visage offert aux appareils des journalistes. Celui qu'elle accuse est une ombre omniprésente mais invisible. Dominique Pelicot n'a pas encore témoigné et seuls ceux qui assistent au procès connaissent son visage, protégé par la loi française qui interdit les photos des accusés, comme l'expliquent plusieurs journaux. On ne le connaît que par ses déclarations aux policiers et ses procédés minutieux pour faire



A la cour criminelle d'Avignon, l'avocate

violer sa femme à répétition par des étrangers. Pour autant, les journaux internationaux préviennent : il serait beaucoup trop facile de qualifier ce retraité de «monstre». Accoler cet adjectif aux violeurs présumés, c'est participer à leur «mécanisme de défense», estime l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. «Il serait bien plus inquiétant de devoir admettre que les violeurs sont tous ancrés dans un tissu social continu de misogynie banalisée», écrit sa journaliste Samira El Ouassil. Comme beaucoup d'autres, elle note que les prévenus sont «un échantillon de la société, et pas seulement de la société française». Le chroniqueur d'El País Manuel Jabois invite aussi à se pencher sur l'affreuse banalité au départ de l'affaire : un mari qui viole sa femme. «À cause de ses pertes de mémoire, Gisèle Pelicot pensait avoir les prémices de la maladie d'Alzheimer ou une tumeur au cerveau. Mais il s'agissait de quelque chose de plus sinistre : un mari dont elle était amoureuse», écrit-il. ➤



de Dominique Pelicot, Béatrice Zavarro, lors de l'ouverture du procès, le 2 septembre. PHOTO: ARNOULD TERROCKI

CATHERINE PORTER
CORRESPONDANTE À PARIS POUR LE QUOTIDIEN
AMÉRICAIN «THE NEW YORK TIMES»

«Dès la lecture d'un article du *Monde* en juin 2023, puis du livre de Caroline Darian *La fille de Gisèle et Dominique Pelicot*, j'ai tout de suite vu que c'était quelque chose d'énorme. N'importe où dans le monde, s'il y avait eu un cas comme celui-ci, avec 51 accusés, nous l'aurions couvert. Une quarantaine d'avocats, des accusés de partout, un micro qui passe de main en main dans la salle comme si l'on était dans un show d'Oprah [Winfrey]: l'ampleur inédite de ce procès se ressent jusque dans la salle. Désormais, même trouver une chambre où dormir à Avignon est galère.

«Ce procès est d'autant plus intéressant que la notion de consentement est l'un des sujets du moment en France [notamment dans le cadre du projet, suspendu par la dissolution, de révision de la définition pénale du viol, *ndlr*], la soumission chimique également. Cela mène aussi à des

réflexions sur ce qu'il se passe dans les villages du pays.

«Étant actuellement en France, il est difficile, pour moi, de jauger la perception de ce procès aux États-Unis. Je peux simplement dire que ces articles sont bien lus. Tous les rédacteurs et les chefs en sont contents. L'un des papiers sur le procès a enregistré des centaines et des centaines de commentaires, autour de 900, ce qui est vraiment énorme pour un article écrit depuis la France.

«La décision de madame Pelicot d'ouvrir le procès au public m'a également étonnée. Je n'ai jamais vu ça dans d'autres procès pour viol. Il est fascinant de la voir arriver chaque jour, avec dignité et élégance. Ses avocats ont dit qu'ils souhaitent que la honte change de camp, elle l'incarne. Je suis d'origine canadienne, je suis passée par Haïti, le Sénégal... Dans tous les pays où j'ai travaillé, c'est une histoire hors norme.»

RAQUEL VILLAECÍJA
CORRESPONDANTE
À PARIS POUR
LE QUOTIDIEN
ESPAGNOL
«EL MUNDO»

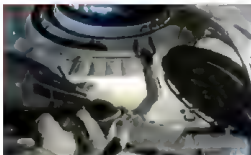
«Mon journal m'a proposé de venir la semaine dernière. J'ai décidé de suivre le procès du début à la fin, en essayant de venir deux jours par semaine. C'est une super histoire. Au-delà du suivi des audiences, la gravité des faits permet d'aller plus loin, d'aborder la question du viol, la notion de consentement. Nous avons beaucoup de débats féministes en Espagne, ces dernières années, ayant mené à des changements législatifs. En Espagne, l'affaire de la Manada a notamment marqué un tournant [une jeune femme de 18 ans avait été victime d'un viol collectif, en 2016, lors des fêtes de la San Firmin, à Pampelune, *ndlr*]. Durant le procès, c'était un peu pareil que dans le cas de Gisèle Pelicot, son absence de consentement était sans cesse remise en question.

«Ce procès à Avignon suscite un grand intérêt en Espagne, en raison de la gravité des faits et de l'effet de nombre. Pour la Manada, les agresseurs étaient cinq, là ils sont 50. C'est "monsieur tout le monde" comme disent les Français. Un collègue m'a dit que les articles sur le procès sont les plus lus en ce moment sur *El Mundo*. Comme nous sommes voisins, généralement les sujets sur la France suscitent de l'intérêt. Marine Le Pen, Emmanuel Macron, le bazar politique sont toujours au top par exemple. Si le procès se tenait en Allemagne, il y aurait peut-être un petit peu moins d'engouement. À mon sens, c'est l'histoire la plus importante de la rentrée. Ce procès pourrait changer beaucoup de choses ici.»

ISABELLE ZEIHNER
CHRONIQUEUSE JUDICIAIRE POUR
L'HEBDOMADAIRE ALLEMAND
«STERN»

«Lorsque j'ai lu l'article sur cette affaire dans la presse française, je trouvais que c'était une bonne accroche pour évoquer la soumission chimique. On en parle seulement lorsque les faits se passent en boîte de nuit, mais pas dans la vie conjugale. Au premier jour du procès, je n'avais pas l'impression que cela importait beaucoup aux personnes de ma rédaction, et plus largement que ça touchait réellement les Allemands. Désormais, c'est une grande affaire en Allemagne. Dès que j'en parle, cela fait réagir autour de moi: "Quoi? Il y a des cas comme ça? C'est horrible, on n'a jamais vu ça."

«Mon directeur de la rédaction a également salué cette décision de m'avoir envoyée couvrir le procès, au vu de son ampleur. Les articles sont beaucoup lus, l'intérêt est réel. Preuve en est, le nombre de médias présents ne cesse d'augmenter. Même si les faits de viol sont graves, nous ne sommes généralement pas envoyés dans des pays étranges pour couvrir le sujet. Je pense que la seule raison pour laquelle je suis ici tient à l'ampleur des faits. 51 accusés, des violés subis durant neuf ans, sans qu'il y ait d'échange d'argent, c'est un cas unique.»



LIBÉ.FR

La mission Polaris Dawn réussit la première sortie spatiale privée de l'histoire

Pointer le bout de son nez dehors, humer quelques instants l'immensité du vide et retourner se mettre à l'abri: jeudi, le milliardaire américain Jared Isaacman et sa collègue Sarah Gillis, respectivement entrepreneur et ingénieure de métier, ont effectué une sortie dans l'espace. Du jamais-vu pour des astronautes privés. Récit à lire sur notre site. PHOTO DR



Lors d'une étape des Etats généraux de l'information à Morlaix, en avril, en présence de responsables de presse locaux. PHOTO G. SALIGOT/ MAXPPP

Etats généraux de l'information: un vaste chantier déjà critiqué

Après neuf mois de travaux, les quinze mesures envisagées divisent les défenseurs de la liberté de la presse, qui y voient un «socle solide pour l'avenir du journalisme» ou pointent au contraire leur «fadeur» voire une «reddition» face aux grands patrons.

Par
ADRIEN FRANQUE

«L'heure est à la sauvegarde du droit à l'information pour ceux qui la font, et au développement du droit à l'information pour ceux à qui elle est destinée», lit-on dans leur rapport. Jeudi, ont été rendus publics les travaux menés neuf mois durant par les Etats généraux de l'information (EGI), grand chantier pour «protéger l'information libre face aux ingérences», selon la promesse d'Emmanuel Ma-

cron en mars 2022. Lancés en octobre 2023, ces Etats généraux auront été nourris par 22 assemblées citoyennes et événements organisés en région, 174 auditions, 76 contributions écrites. Ils ont aussi été bouleversés au printemps par la mort brutale de leur délégué général, Christophe Deloire, qui était également secrétaire général de Reporters sans frontières.

A la fin, le comité de pilotage des Etats généraux, dirigé par Bruno Patino, par ailleurs président d'Arte, a remis quinze propositions allant de l'éducation aux médias à la défense de l'espace informationnel européen. Une mesure, notamment, était particulièrement scrutée: la protection des rédactions face aux actionnaires prédateurs comme Vincent Bolloré. Ces EGI avaient été lancés dans la foulée d'une énième bollarisation, à l'été 2023, quand l'ancien patron de Valeurs actuelles

Geoffroy Lejeune avait été placé à la tête du *Journal du dimanche*, entraînant une grève de la rédaction. Beaucoup d'organismes et d'acteurs défendant la liberté de la presse poussaient donc pour la mise en place d'un

L'HISTOIRE DU JOUR

droit d'agrément des journalistes sur la nomination d'un nouveau directeur de rédaction, comme c'est le cas au Monde, à Libération ou à Mediapart. Le comité de pilotage des EGI a fait le choix de proposer une solution bien moins contraignante pour les actionnaires.

«Reddition». Ainsi, le rapport préconise d'abord la mise en place de comités d'éthique, des instances indépendantes qui veillent à la déontologie, dans tous les médias d'information (aujourd'hui, ils sont seulement installés dans les médias audiovisuels, avec un succès très relatif). Ensuite, lors de la nomination d'un nouveau

directeur de la rédaction, «l'actionnaire sera tenu d'informer la rédaction sur son intention, dans des délais permettant aux organisations représentatives de faire valoir leur point de vue». Le comité de pilotage assume de mettre de côté des solutions plus contraignantes, en indiquant «qu'elles ne pouvaient s'appliquer à toutes les situations, et que leur généralisation présenterait ainsi des inconvénients». De quoi entraîner les critiques des défenseurs de la liberté de la presse, comme l'historien des médias Alexis Lévy qui, sur X, déclare qu'avec cette mesure, «dans les faits, les actionnaires feront absolument ce qu'ils veulent. C'est une reddition pure et simple».

A côté, les EGI répondent cependant à une autre forte demande des journalistes, celle concernant la protection des sociétés de journalistes (SDJ), souvent en première ligne dans ces batailles pour l'indépendance des rédactions: le rapport propose

d'accorder le statut de salarié protégé aux présidents de SDJ pendant la durée de leurs mandats.

Autre vaste chantier: la protection du secret des sources. Là aussi, le lancement des EGI à l'automne se faisait dans un contexte particulier, marqué par la perquisition et la garde à vue de la journaliste Ariane Lavrilleux. En question dans cette affaire, la loi Dati de 2010, qui instaure un «impératif prépondérant d'intérêt public» pour justifier de telles perquisitions. Pour y remédier, le rapport du comité de pilotage préconise de le «clarifier, pour le réduire», et de «prévoir l'autorisation préalable d'un juge des libertés et de la détention avant tout acte d'enquête ou d'instructions».

Ces mesures seront-elles reprises par l'exécutif? La restitution de ces travaux survient dans une situation politique mouvementée. «L'information est un sujet d'intérêt majeur pour lequel des citoyens, des universitaires

et 52 professionnels ont donné un temps considérable, explique le président des EGI Bruno Patino au Monde. Je ne vois pas ce que nous vivons actuellement pourrait changer à cette idée. Même si personne ne s'y retrouvera à 100%». De son côté, le directeur général de Reporters sans frontières, Thibaut Bruttin, a salué des propositions qui «esquissent un modèle français, ambitieux et innovant, pour rendre effectif le droit à l'information fiable». Le rapport final «traduit la vision et les solutions portées par Christophe Deloire à RSF et au sein des Etats généraux, articulant régulation et autorégulation, contexte national et sujets européens. Bien entendu, le document fait des impasses, manque parfois de concret et témoigne de frilosité ici ou là. Mais il appartient maintenant à la profession et aux parlementaires, dans une dynamique transpartisane, de s'emparer de ces propositions qui constituent un socle solide pour construire l'avenir du journalisme en France».

«Vernis». Le déroulement de ces Etats généraux avait été marqué par plusieurs contestations. En réaction à leur lancement, des Etats généraux de la presse indépendante avaient été organisés en novembre par des médias comme Mediapart, les Jours, Mediacités et Blast. Jeudi, la présidente de Mediapart, Carine Fouteau, a fustigé dans un éditorial des propositions «d'une fadeur extrême»: «Elles situent la menace quasi exclusivement du côté des algorithmes, des réseaux et de l'intelligence artificielle, omettant de désigner les vrais ennemis du droit de savoir, c'est-à-dire les acteurs politiques et économiques, y compris dans le champ médiatique, qui utilisent ces outils, comme d'autres, à leur profit, quitte à faire dériver la démocratie». Enfin, un groupe de citoyens ayant participé aux Etats généraux de l'information a aussi fait savoir son mécontentement, déclarant dans une tribune ne pas vouloir servir de «vernis démocratique» après avoir assisté à plusieurs événements publics et en être sortis avec «l'impression, le soupçon, de servir de caution» à un processus «consultatif mais peu délibératif». ■



LIBÉ.FR

Renault envisage d'arrêter la production de ses moteurs de Formule 1, un «abandon honteux» selon les salariés

Sous les barnums, le rouge de la CGT côtoie les tee-shirts blancs revendicatifs frappés du logo d'Alpine et du hashtag #ViryOnTrack. En grève, le personnel de l'usine F1 d'Alpine à Viry-Châtillon s'est réuni jeudi à Boulogne pour protester contre l'arrêt programmé de leur activité, vitrine technologique de l'automobile française depuis 1977, qui menace 500 emplois. PHOTO STEPHANE LAGOUTTE. MYOP



Pérou Mort de l'ex-président Alberto Fujimori, condamné pour crimes contre l'humanité

Un dictateur est mort, et certains le pleurent quand même. Alberto Fujimori, ex-dirigeant péruvien, est décédé dans la nuit de mercredi à jeudi. Après avoir passé seize ans dans une prison dans l'est de Lima, il avait été libéré en décembre sur ordre de la Cour constitutionnelle «pour raisons humanitaires», malgré l'opposition de la justice interaméricaine. L'homme politique, né au Japon, y purgeait une peine de vingt-cinq ans pour crimes contre l'humanité, notamment pour deux massacres de civils commis par un escadron de l'armée dans le cadre de la lutte contre la guérilla maoïste du Sentier lumineux au début des années 90. Son état de santé s'était rapidement détérioré au cours des derniers jours, alors qu'il avait terminé en août une radiothérapie au niveau de la bouche, selon des sources proches de la famille. Alberto Fujimori laisse dans le pays une image contrastée. Pour certains, il est l'homme qui a dopé l'essor économique par ses politiques ultralibérales, et combattu avec succès les guérillas du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (guévariste). D'autres se souviennent surtout des scandales de corruption et de ses méthodes autoritaires qui lui ont valu sa condamnation. (avec AFP)

A lire en intégralité sur Libération.fr

Conflit Lancement d'une contre-offensive russe dans la région de Kursk

Plus d'un mois après l'attaque surprise ukrainienne sur son territoire, la Russie, par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, Andreï Belousov, a affirmé jeudi avoir repris en l'espace de deux jours dix villages conquis par les Ukrainiens dans cette zone frontalière. Il s'agit des premiers succès militaires revendiqués par l'armée russe dans cette zone. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a de son côté assuré que la réplique de Moscou est «conforme au plan ukrainien», sans apporter davantage de précisions. (avec AFP)



YACINE HAFFAF
chirurgien français

Le chirurgien français Yacine Haffaf rentre de cinq semaines, nous avons eu à traiter trois arrivées massives de blessés après des bombardements, entre 15 et 25 à chaque fois. Nous avons été obligés de procéder à des triages, ce qui est très lourd d'un point de vue éthique. Ce sont des infirmiers,

aidés parfois par un anesthésiste, qui s'en chargeaient. A ce stress s'ajoute celui des familles des victimes qui crient, hurlent parfois, leur douleur. Les gardes à l'entrée qui sont censés ne laisser passer qu'un accompagnant par blessé étaient débordés. Quels types de blessures avez-vous majoritairement traités ? Il y a des plaies par balles mais la grande majorité sont provoquées par des shrapnells, des éclats d'obus et de bombes. Les patients peuvent être polyblessés, par des éclats petits, moyens ou gros. Cela touche essentiellement les membres, mais pas uniquement.

Recueilli par
LUC MATHIEU

A lire en intégralité sur Libé.fr

Mayotte: des contrôles policiers visés par la Défenseure des droits

«Il est arrivé que des policiers rentrent dans notre salle d'attente». Cette médecin d'un dispensaire de Mayotte ne cache pas son indignation face à la «récurance» des contrôles qu'elle assimile à de «l'intimidation». «Des malades, vus par un médecin et attendant que la pharmacie délivre leur traitement, ont été arrêtés», poursuit la praticienne auprès de Libé. Elle en est parfois réduite à traverser la rue qui la sépare de la radiologie avec son patient pour éviter qu'il ne soit interpellé. Ces contrôles d'identité, réalisés par la police aux frontières (PAF) et le groupe d'appui opérationnel (GAO) de la police nationale, visent à arrêter les immigrés en situation irrégulière. Plus de 40% des 321 000 habitants de Mayotte sont de nationalité étrangère, dont la majorité sans papier, venus principalement de l'archipel voisin des Comores. En 2023, l'Etat a effectué 24 467 reconduites à la frontière. Les policiers ciblent les lieux où les personnes en situation irrégulière ont des chances de se trouver, près des centres de soins et des associa-

tions humanitaires. Pour ces dernières, la méthode dissuade des publics de bénéficiaires des services auxquels ils ont droit: accompagnement administratif, accès au logement et à l'éducation, aides à l'installation... «En juillet, des policiers ont arrêté une personne juste en face de notre local et ont vérifié à travers nos vitres s'il y avait des gens à l'intérieur», s'offusque le responsable d'une association sous couvert d'anonymat. Pour les personnels médicaux, la peur d'être «pafés» conduirait les migrants malades à reporter ou à annuler leur prise en charge. «Quand les box pédiatriques sont vides, c'est qu'il y a des contrôles aux abords de l'hôpital de Mamoudzou», commente un soignant qui y travaille auprès de Libé. Idem quand le nombre de consultations chute. Médecins du monde estime que la pratique affecte également l'efficacité des mesures prises contre l'épidémie de choléra qui sévit actuellement dans le département et qui a fait sept morts à ce jour. Résultat, selon un médecin de

dispensaire: «Des comorbidités auraient pu être évitées». Aussi, quatre organisations humanitaires ont saisi la Défenseure des droits. Dans sa décision datant du 6 juin, adressée au ministre de l'Intérieur et que Libération a pu consulter, l'autorité administrative indépendante considère que les policiers de Mayotte se rendent coupables d'un «manquement au devoir de respect de la loi et au devoir de discernement». La Défenseure des droits, Claire Hédon, recommande l'adoption d'une circulaire pour encadrer la pratique des forces de l'ordre «afin de préserver les droits fondamentaux de toutes les personnes présentes sur le territoire». Dans leur réponse à la Défenseure des droits, les services de l'Etat plaident le «droit de poursuite», arguant que les migrants tentent de se réfugier dans les locaux des centres de soins ou des associations. Mais Claire Hédon est catégorique: «Il n'existe aucun fondement juridique au droit de poursuite», qui n'a donc pas «à s'appliquer dans ce cadre». Et de rappeler que

les contrôles d'identité et de droit au séjour «ne peuvent avoir lieu que sur la voie publique». Les faits dénoncés par les associations remontent à 1990, mais continuent aujourd'hui, assure l'institution. D'ailleurs, en mai 2023, lors d'une mission à Mayotte, ses représentants ont reçu le directeur territorial de la police nationale selon lequel les contrôles peuvent être réalisés «en tous lieux», indépendamment de la proximité d'associations, de centres de soins et de points d'eau, «dès lors que les migrants circulent librement sur tout le territoire». Contacté par Libé, le sous-préfet à la lutte contre l'immigration clandestine, Frédéric Sautron, renvoie, lui, à une décision du Conseil constitutionnel de 2022. Les «sages» ont estimé conformes à la Constitution les contrôles d'identité sur l'ensemble du territoire de Mayotte, en raison de l'importance de l'immigration irrégulière, qui justifierait des règles spécifiques à ce département d'outre-mer.

LAURENT DECLOITRE
Correspondant à la Réunion

55 millions

C'est, en euros, la somme que doit verser le Paris Saint-Germain à son ancien joueur Kylian Mbappé, selon une décision de la Ligue de football professionnel jeudi, rendue publique par l'Equipe et le Parisien. Ce montant correspond à des mois de salaire et de primes impayés selon les avocats de l'attaquant, désormais au Real Madrid. Ces derniers avaient saisi la commission juridique de l'institution, qui s'est réunie mercredi en présence des deux parties et a d'abord préconisé une médiation mais, face au refus du joueur, a demandé au PSG de payer les 55 millions sous huitaine. Le club a annoncé jeudi qu'il ne réglerait pas cette somme, prévenant que la star devra saisir la justice.

Par
RENAUD LECADRE

Le football français ne tourne pas rond, épinglé pour la gestion calamiteuse des droits de retransmission télévisée des matchs, ce produit d'opant du foot business. La Ligue de football professionnel (LFP) est suspectée non pas d'avoir vendu son âme au diable, mais d'avoir bradé ou hypothéqué l'avenir du foot français. Après avoir promis le milliard d'euros par saison, Vincent Labrune, le président de la LFP réélu pour quatre ans mardi dans des conditions rocambolesques, avec un score de maréchal (86 % des votes), a dû ravalé ses ambitions et brader le championnat de France pour 500 millions d'euros à Dazn et BeIn Sports. Depuis, le foot se trouve dans la seringue: commission d'enquête parlementaire au Sénat, dont les multiples auditions tiennent désormais du happening en place publique, enquête préliminaire ouverte par le Parquet national financier (PNF), qui, selon nos informations, épluche le dossier depuis bientôt un an. Sans compter la Cour des comptes qui pourrait à son tour entrer dans la danse. Comme un symbole, le sénateur LR Michel Savin, rapporteur de la commission d'enquête, a effectué jeudi matin, une descente, qu'on ne saurait qualifier de police, mais de visite «sur place et sur pièces», dans le cadre de ses prérogatives parlementaires (1), au sein des locaux parisiens de la LFP. Avec le président (UDI) de la mission, Laurent Lafon, il a tenu jeudi après-midi une conférence de presse, prévenant la LFP, avant même la publication de leur rapport fin octobre, qu'elle devra «revoir d'urgence sa gouvernance», après avoir précisé qu'ils avaient retardé leur descente pour ne pas interférer avec l'élection.

SAUVEUR

Tout remonte au Covid-19. Pour lutter contre la pandémie, les pouvoirs publics décrètent le huis clos des matchs (adieu aux recettes de billetterie), puis, fait rare en Europe, la suspension de la compétition (finis les droits TV). Fatalement, les clubs de Ligue 1 (mais aussi de Ligue 2) crient famine. Et certains, déjà sur le fil, se retrouvent alors au bord du dépôt de bilan. Arrive alors comme sauveur le fonds d'investissement CVC, coté à la Bourse d'Amsterdam, ayant des ramifications aux îles Vierges britanniques, un paradis fiscal des Caraïbes. Parmi ses principaux clients, les fonds souverains de l'Arabie Saoudite, du Koweït ou de Singapour. Du lourd, qui avait initialement fait main basse sur les droits de retransmission de la Formule 1, avant de s'offrir le Tournoi des six nations en rugby ou le tennis féminin.

Le deal passé en mars 2022 entre la CVC et la LFP est le suivant: contre le versement de 1,5 milliard d'euros, permettant alors à court terme de sauver bien des clubs pros de la faillite, le fonds d'investissement se voit octroyer 13 % d'une société commerciale à constituer, LFP1, qui détiendra les droits TV, mais aussi de sponsoring ou de marketing, du foot professionnel – seules ●●●



Vincent Labrune, président de la Ligue de football professionnel, et Arnaud Rouger, le directeur général, au siège de l'organisation mardi.

Droits télévisés Le foot business français dans la tourmente

ENQUÊTE

La Ligue de football professionnel est mise en cause pour sa gestion des droits TV, qui ont fait l'objet d'un contrat à vie très juteux pour les fonds d'investissement CVC. Rapporteur de la mission d'information parlementaire, le sénateur Michel Savin l'a invitée jeudi à «revoir d'urgence sa gouvernance», après une descente dans ses locaux.

ALA TELE DE SOIR

TF1

21h10. Le grand concours. Jeu Spécial vendredi 13. Présenté par Arthur 23h50. Le grand concours. Jeu

FRANCE 2

21h05. Simon Coleman. Série. Épisode 1 - Halls perdue. Avec Épisode 2 - Confiance amère. Avec Jean-Michel Tivulv Flavié Pôan. 22h50. Pascal Obispo - 30 ans de succès. Concert

FRANCE 3

21h05. Merci Patrice 1. Hommage à Patrice Laifont. Présenté par Laurent Romejko 23h10. Les grandes dames du petit écran. Documentaire

CANAL+

21h00. Wonka. Aventures Avec Timothée Chalamet Keegan-Michael Key 23h05. Les trois mousquetaires. D'Artagnan. Film

M6

20h55. A chacun son secret. Téléfilm Avec Franziska Hartmann 22h30. Les mille et une vies musicales de Fleetwood Mac.

M7

21h10. Les Traîtres. Jeu. Émission 4 (1 & 2/2) Présenté par Eric Antoine 23h25. Les Traîtres : Révélation sur la suite... Jeu Émission 4 Présenté par Juju Fritschi

FRANCE 4

21h00. Génération Paname. Divertissement. Émission n°20. Présenté par Mathieu Macédon. 22h05. Paname Comedy Club. Divertissement.

FRANCE 5

21h05. Garçon 1. Comédie dramatique. Avec Yves Montand Nicole Garcia 22h40. Montand est à nous. Paris Première

PARIS PREMIERE

21h00. Le Nom de la Rose. Drame. Avec Sean Connery. Christian Slater 23h20. XIII. Téléfilm.

MCM

21h25. Beetlejuice. Comédie. Avec Michael Keaton. Alec Baldwin 23h10. 90' Enquêtes. Magazine

M6

21h10. Enquête d'action. Magazine. Vols dans les super marchés - policiers et commerçants contre-attaquent. 23h00. Enquête d'action.

M7

21h10. Dix pour cent. Série. Julie et Joëj. François. Avec Camille Cottin. Gregory Montel 23h20. Dix pour cent.

M6

21h20. Les duos impossibles de Ferrari. Spectacle. 7^e édition 23h40. Les duos impossibles de Ferrari. Spectacle

TF1

21h05. Super Nanny. Divertissement. Des jumeaux et enceinte du 3^e pas de parking Super Nanny arrive ! 22h55. Super Nanny. Magazine

CSTAR

21h10. Erreurs de construction. Documentaire. La tour penchée de Dallas. Danger sur la Transcanadienne. 22h55. Erreurs de construction.

RTS SÉRIE FILM

21h00. L'amour sans préavis. Comédie Avec Sandra Bullock. Hugh Grant. 22h50. Les experts : Miami. Série

GEM

21h10. Charmed. Série Le fruit défendu. Insnnet annuel. 22h40. Charmed. Série.

CHÉRIE 24

21h05. The Queen. Drame. Avec Helen Mirren. James Cromwell. 23h10. Héritages. Magazine.

RMC STORY

21h10. La télé des années 90. Documentaire. Années 1990 et 1991 22h40. La télé des années 90. Documentaire

LCF

21h55. ZED - Zone d'éducation documentaire. Documentaire. Tuer la mort ? 22h00. 1944. Le Havre sous les bombes alliées.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. 01 88 47 98 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL

Libération SARL au capital de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Allon,
Amandine Bascoul Romeu

Directeur de la publication
Dov Allon

Directeur de la rédaction
Dov Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphane Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valotseu

Rédacteurs en chef
Michel Becquembos
(spécialisé), Frédéric
Bouzat (presse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhert (pilotes web),
Christiane Lissou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilhan Alemagna (France),
Anne Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (sport),
Cécile Daumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouy
(suppléments),
Yann Duvail (horaires),
Mathieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cécile Mathiot
(checknews),
Camille Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

Abonnements
Site : abo.libération.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnements 1 an
France métropolitaine 384€
tél. 01 55 56 71 40

Publicité
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

Petites annonces
« CABINET »
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. 01 87 39 80 20
annonces@leammedia.fr

Impression
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarlville),
GILA (Bercy)
Impression en France

ACPM
Membre de l'ACPM
CPAP : 1123 C 80364
ISSN 0335 1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenu par
l'Eco-label européen
N° F1/37/01

Indicateur
d'écopostage :
P101 0,00 kg/d de papier
La responsabilité du
journal, ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour rendre un journaliste
par mail : libe@liberation.fr
ou par téléphone : 01 88 47 98 80



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

7	4	3	5	1	9	2	6
1	8	9	6	7	2	3	4
5	2	6	3	4	7	8	1
3	1	2	7	8	5	4	6
4	5	6	1	2	3	7	8
6	3	4	1	6	7	8	9
2	7	1	5	8	6	9	4
8	5	4	2	9	1	7	3

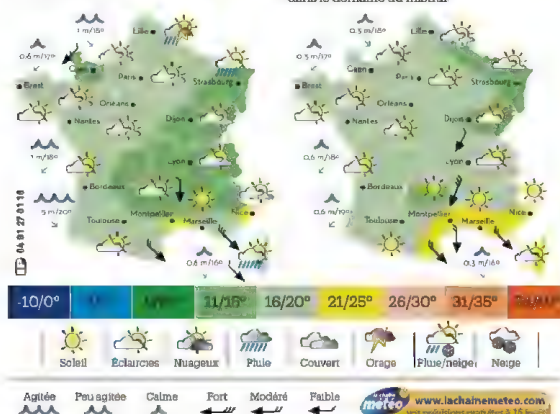
SUDOKU 5374 DIFFICILE

4	2	3	7	5			
9			4	3			
6		3	9	2		7	
	5				4		
8	9	5	4			3	
6			1		5	2	
9	8			3		1	
	4		8	9	7		

Diff. C.C.E.

VENDREDI 13

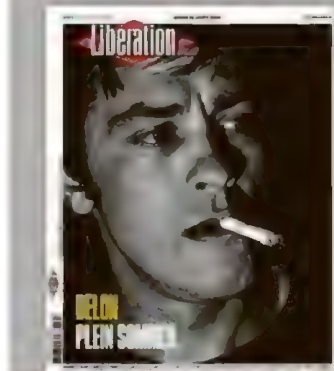
Températures basses pour la saison, mais belles éclaircies à l'Ouest. Ciel dégagé au Sud-Est avec la persistance du mistral. L'APRÈS-MIDI Ciel mitigé au Nord-Est avec quelques gibouilles. Belles éclaircies à l'Ouest. Ciel dégagé au Sud-Est avec du mistral.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	16	Lyon	9	15	Alger	19	26
Caen	9	16	Bordeaux	10	18	Berlin	10	15
Brest	9	17	Toulouse	10	18	Bruxelles	6	16
Nantes	8	17	Montpellier	13	21	Jérusalem	22	31
Paris	7	17	Marseille	12	19	London	6	16
Strasbourg	7	13	Nice	14	21	Madrid	14	24
Dijon	9	15	Ajaccio	16	22	New York	13	25

SAMEDI 14

L'amélioration se poursuit dans l'Ouest grâce au retour de l'anticyclone des Açores alors que les averses se poursuivent ailleurs. Vents turbulents en Méditerranée. Il fait frais partout avec un risque de gelées blanches dans les campagnes. EN SOIRÉE Temps sec et calme, très frais, toujours venté au Sud-Est dans le domaine du mistral.



IDÉES/

«L'alliance entre Trump et Musk révèle un changement idéologique chez certains leaders de la Silicon Valley»

Le candidat républicain s'est engagé à nommer le patron de X et de Tesla dans son gouvernement s'il est élu. Pour la politologue Asma Mhalla, spécialiste de la géopolitique de la tech, il ne faut pas sous-estimer la puissance idéologique de ce secteur.

Recueilli par
SÉBASTIEN FARCIS

Le 4 septembre, Donald Trump annonce devant le Club économique de New York qu'il nommera Elon Musk à la tête d'une commission sur «l'efficacité gouvernementale» s'il est élu président lors de l'élection de novembre. Le patron de Tesla et du réseau social X accepte immédiatement la proposition de «servir l'Amérique, sans paie, titre ou reconnaissance». Après avoir milité depuis des semaines pour le candidat républicain, Elon Musk envisage donc une participation active au gouvernement de Donald Trump. Ce qui pose de nombreuses questions sur la potentielle instrumentalisation de ce réseau pendant la campagne américaine, le rapprochement idéologique périlleux entre ce patron de la «Big Tech» et un candidat réputé pour son recours à la désinformation insurrectionnelle. Cela dévoile, enfin, le début d'une révolution conservatrice parmi les dirigeants la Silicon Valley.

Décryptage des enjeux technologiques et idéologiques de cette alliance, avec Asma Mhalla, politologue spécialiste de géopolitique de la tech et essayiste, autrice du

récent ouvrage *Technopolitique: comment les technologies font de nous des soldats* (Seuil, 2024).

Comment réagissez-vous à ce rapprochement entre Donald Trump et Elon Musk ?

Cela ne m'étonne pas du tout. Il est évident qu'Elon Musk a beaucoup à gagner à travailler de manière rapprochée avec le gouvernement américain, que ce soit pour bénéficier de crédits d'impôts pour Tesla, obtenir les marchés de la Nasa pour SpaceX, ou pousser à la réduction de la régulation des réseaux sociaux pour X. Donald Trump

a promis de détrôner l'ordonnance de Joe Biden et de Kamala Harris qui encadre l'utilisation de l'intelligence artificielle, pour lancer tout un tas de mini-projets «Manhattan» et développer les applications mili-

taires, ce qui pourrait beaucoup intéresser Elon Musk et certains *venture capitalists* de la Silicon Valley, comme Andreessen Horowitz ou Peter Thiel [cofondateur de PayPal, patron de Palantir, ndlr]. Donc, de ce point de vue-là, on a bien une convergence économique, géopolitique et idéologique. Donald Trump, lui, a besoin de l'image d'Elon Musk: avec le retrait de Joe Biden de la course de la présidence et l'arrivée de Kamala Harris, son colistier J.-D. Vance s'est avéré un mauvais casting trop conservateur, qui ne permet pas d'élargir la base. Elon Musk, avec cette image de patron efficace qui va dégraisser l'Etat américain, et surtout pour beaucoup, a bien plus d'écho. De mon point de vue, Trump en a quasiment fait son *shadow VP*, le deuxième vice-président.

La proposition de Donald Trump de le nommer à la tête de cette commission de réduction des dépenses publiques est-elle réaliste ?

Les Etats-Unis ont une longue tradition consistant à faire venir des grands patrons dans les gouvernements, donc ce n'est pas étonnant. Mais là où cela sera plus compliqué, c'est qu'Elon Musk a tellement de conflits d'intérêts entre cette mission et ses propres entreprises qu'il n'est pas sûr que sa nomination soit validée par le Congrès. En tout cas, il y aura un scandale. Mais avec Trump, on peut s'attendre à tout. **Cette alliance entre les deux hommes est assez symbolique et dépasse les simples intérêts économiques...**

Oui, elle matérialise les nouvelles clés de répartition de pouvoir et de puissance entre les Big Techs et les Etats. Pour le dire simplement, le pouvoir, c'est l'exercice vertical de la fonction du haut vers la population. La

puissance, c'est une relation, un rapport de force entre nations, elle se projette. Les grandes entreprises technologiques sont à l'intersection du pouvoir et de la puissance. Il n'est donc pas étonnant qu'à un moment donné, ces deux appareils aient des intérêts convergents.

Pour comprendre l'hybridité de ces nouveaux acteurs, je parle dans mon livre du «*striptease des Big Techs*» : ils sont des acteurs économiques (choix des modèles d'affaires), technologiques (conception des plateformes, algorithmes...), mais aussi politiques et parfois idéologiques. C'est notamment cet aspect idéologique qui émerge dans cette alliance entre Trump et Musk. Il y a une convergence autour du projet de la nouvelle droite ultra-conservatrice américaine – un projet bigot, raciste, suprémaciste et néonataliste promettant un détroitement méthodique de l'Etat fédéral, auquel une partie de la Silicon Valley a adhéré, par conviction ou par opportunisme.

On connaît les idées de Donald Trump, un peu moins celles d'Elon Musk. Comment le définissez-vous idéologiquement ? Beaucoup le présentent comme un «libertarien», partisan d'une liberté absolue.

Je ne suis pas d'accord avec ce terme de «libertarien». Pour moi, Elon Musk, c'est un anarchiste de droite qui s'est tragiquement radicalisé vers la New Right. Il se vend comme un défenseur de l'antisystème, et il a une véritable détestation des médias traditionnels et donc tout le travail qu'il fait sur X, c'est de dézinguer l'intermédiation. Et grâce à cela, et à cause de ses propres messages d'ailleurs, il y a une visibilité exagérée des contenus de comptes de l'extrême droite sur X.

Mais quand on regarde dans le détail, sa position est sélective : une étude, sortie en mai 2023, a montré que X répondait positivement à 80% des demandes de modération des gouvernements autoritaires ou techno-autoritaires, comme l'Inde de Narendra Modi ou la Turquie de Recep Tayyip Erdogan. Il n'a, en fait, pas de problème avec la régulation ou le *freedom of speech*, tant que cela va dans son sens, favorise ses affaires, ou touche ses concurrents. Cet aspect outrancier de Musk s'amplifie à vue d'œil.

Maintenant qu'Elon Musk fait activement campagne pour Donald Trump, peut-il influencer, lui et son réseau social, le choix des électeurs ? A-t-il déjà modifié les algorithmes de X dans ce sens ?

Il est compliqué de répondre à la question de l'algorithme, car malgré le discours de transparence d'Elon Musk et la publication en open source des algorithmes de recommandation de X, la mise à jour de cet algorithme demeure opaque. C'est d'ailleurs l'un des enjeux du Digital Services Act européen. Ce qui est sûr, toutefois, c'est qu'Elon Musk lui-même, avec ses millions

d'abonnés (197,3 millions, ndlr), est l'une des principales caisses de résonance des messages de l'extrême droite américaine. Or, les algorithmes des réseaux sociaux amplifient mécaniquement les contenus les plus viraux, car ils génèrent le plus d'«engagement», en jouant sur les passions tristes. C'est ce que Bernard Stiegler appelait déjà, en parlant de la télévision, le «*capitalisme pulsionnel*».

Mais au final, il faut relativiser l'impact direct de ces messages sur le vote. D'abord car il y a une bulle X: tout le monde n'est pas sur ce réseau. Et surtout car même pour ceux qui y sont, on ne sait pas comment ces messages sont effectivement reçus. L'un de ces messages peut devenir viral, mais certaines personnes vont



INTERVIEW



Elon Musk s'entretenant avec le



président Donald Trump, à Cap Canaveral (Floride), en mai 2020. PHOTO ALEX BRANDON AP



**TECHNOPOLITIQUE:
COMMENT LA
TECHNOLOGIE
FAIT DE NOUS
DES SOLDATS**
ASMA MHALLA
Seuil, 288 pp. 19,90 €

Valley soutiennent encore les démocrates, mais chez certaines têtes de pont ultra-influentes, il y a un mouvement qui grandit en soutien à Donald Trump, pour des raisons économiques et idéologiques, de la même manière qu'Elon Musk. Il s'agit de Peter Thiel, de David Sacks, de Marc Andreessen et de Ben Horowitz, ou du patron de Sequoia Capital, Shaun Maguire. Ils veulent faire des affaires, bien sûr, mais se revendiquent aussi d'un mouvement «anti-woke», et ils veulent mettre leur argent au service d'un certain agenda politique. Ce sont des leaders d'opinion et des multimilliardaires qui conçoivent ou financent des infrastructures stratégiques, comme l'intelligence artificielle civile et parfois militaire.

En cas de victoire de Donald Trump, peut-on s'attendre à un changement de politique sur les nouvelles technologies ?

Je ne le crois pas. La politique technologique étrangère devrait être la même quelle que soit la couleur de l'administration. Et on a pu constater, lors du débat de mardi soir entre Donald Trump et Kamala Harris, que cette question ne divisait pas les deux candidats. La question de la projection de puissance technologique est politiquement agnostique.

Joe Biden a déjà eu la même approche que Donald Trump, voire a musclé ce qu'avait fait Donald Trump, c'est-à-dire tenter de freiner le développement de la Chine dans le domaine de l'IA via les semi-conducteurs pour rester la première puissance mondiale dans le domaine, ainsi que demander aux alliés, donc en fait l'Europe, d'être moins sévère à l'égard des Big Techs américains. Il serait par exemple difficile d'envisager qu'Elon Musk soit un jour arrêté comme Pavel Dourov, le patron de Telegram. ◆

le reposter pour le dénoncer, l'interroger ou le commenter, et cela comptera comme un signe de popularité. L'analyse en aval de la réception des contenus est primordiale, comme le souligne très justement le sociologue Dominique Cardon.

Y a-t-il finalement une différence entre un Musk, patron d'un réseau social, qui fait campagne pour un candidat, et les directeurs du New York Times ou de Fox News qui font de même ?

A priori, et seulement a priori, on pourrait dire que c'est la même chose : le réseau social est un nouveau média. Mais en fait non, et pour deux raisons. D'une part, la responsabilité éditoriale n'est pas la même. Elon Musk fait valoir sa liberté d'expression en ligne, pro-

tégée par le 1^{er} amendement aux États-Unis et la section 230 de la loi sur la décence des communications, votée en 1996. Cela lui permet même de propager de la désinformation, en publiant des photos de Kamala Harris en habit stalinien, au nom de la «parodie».

Ensuite, X n'est pas qu'un média social : c'est une infrastructure publique, par laquelle circulent nos données personnelles sensibles comme votre opinion politique. Ces données peuvent être utilisées par les partis politiques pour cibler les électeurs indécis, leur envoyer du contenu et les influencer ainsi par de la manipulation émotionnelle et cognitive. Il y a bien sûr le précédent de Cambridge Analytica, un mix parfait entre ingérences russes et

«Les grandes entreprises technologiques sont à l'intersection du pouvoir et de la puissance. Il n'est donc pas étonnant, qu'à un moment donné, ces deux appareils aient des intérêts convergents.»

manipulations par l'équipe de Bannon en 2016. Et de nouveau, cela est pris très au sérieux : la Caroline du Nord et le Michigan (deux swing states, tenus par les démocrates) enquêtent de près sur ce cela pour savoir si le «super PAC», le fonds de soutien à Donald Trump lancé par Elon Musk, ne collectait pas en même temps des données personnelles qui pourraient permettre des pratiques de ciblage politique condamnables. Cela serait grave.

La Silicon Valley a traditionnellement été un vivier démocrate et progressiste. Est-ce qu'Elon Musk est une anomalie, ou le symbole d'une révolution conservatrice dans les Big Techs ?
Il n'est pas une exception. La majorité des collaborateurs de la Silicon



Pour sauver la démocratie, je ne ferai plus barrage

Pour le député REV Aymeric Caron, c'est une certitude: refuser dès maintenant un futur front républicain est l'unique façon de redonner sa puissance au suffrage électoral.

Je ne ferai plus barrage. En cas de duel, lors d'une prochaine élection, entre un(e) candidat(e) RN et un(e) candidat(e) macroniste ou LR, je m'abstiendrai. Ce n'est pas une question d'humeur: refuser dès aujourd'hui un futur front républicain est la seule manière de sauver la pratique démocratique en France. C'est une nécessité pour redonner foi en l'exercice électoral, profondément souillé par l'ultime trahison macroniste.

DES FONDAMENTAUX RÉPUBLICAINS PIÉTINÉS

Que répondre en effet aux millions de citoyennes et citoyens à qui nous avons demandé, il y a quelques semaines, de mettre un bulletin en faveur d'une personne dont ils ne partageaient aucune des idées? Que dire aux indifférents, incédés, réticents, fâchés qui avaient accepté d'aller aux urnes pour la première fois ou d'y retourner après une longue absence, finalement convaincus d'avoir à protéger la République de la xénophobie et de la violence portées par le Rassemblement national?

Nous l'avons tant de fois promis pendant cette courte campagne des législatives: le vote de chacune et chacun allait être décisif pour empêcher l'extrême droite de diri-

ger le pays. De plus, l'alliance retrouvée des partis de la gauche et de l'écologie pouvait même l'emporter et changer la vie des gens, en abrogeant la réforme des retraites, en augmentant le smic ou en menant des politiques écologistes ambitieuses. Voter était donc utile et même indispensable.

La négation du résultat du référendum de 2005 contre le traité constitutionnel avait laissé une trace indélébile. Même en France, pays aux pratiques démocratiques prétendument modèles, le résultat des urnes pouvait être annulé? L'abstention fut l'une des réponses à la crise de confiance générée il y a près de vingt ans par ce déni de l'expression populaire. La pratique du front républicain, quant à elle, avait déjà montré ses limites avant ces dernières législatives. Ni Jacques Chirac en 2002 ni Emmanuel Macron en 2017 ou en 2022 n'avaient tenu compte de leur dette politique à l'égard de celles et ceux qui avaient accepté de les porter au pouvoir dans l'unique but d'empêcher la victoire des Le Pen. Bien au contraire. Dès son premier mandat, Emmanuel Macron a gravement piétiné les fondamentaux républicains, à commencer par les libertés individuelles. La crise des

gilets jaunes a montré son autoritarisme et son dédain des oppositions. Lui qui avait été choisi par la majorité afin de protéger le pays de l'illibéralisme porté par l'extrême droite, a révélé très tôt son mépris pour la démocratie et les droits humains. Sous ses ordres, les manifestants ont été régulièrement frappés, mutilés et emprisonnés. Les militants pacifistes ont été arbitrairement arrêtés.

CES INFRACTIONS AU CONTRAT MORAL...

Mis en minorité à l'Assemblée nationale, il a méthodiquement muselé les oppositions à coups de 49-3 répétitifs, sans jamais chercher le moindre compromis ni la moindre discussion avec les représentants des forces politiques adverses auxquelles il devait pourtant d'avoir conservé le pouvoir. Ces infractions au contrat moral qui le liait aux Françaises et Français, ajoutées au vote de lois inspirées par le RN, avaient déjà largement semé le trouble sur le profil politique réel de ce financier devenu président. De toute évidence, il partageait avec l'extrême droite bien plus qu'il ne le prétendait. La séquence qui a suivi le second tour des législatives a levé les derniers doutes: si

Par
AYMERIC CARON



Député REV (apparente LFI) de Paris

Manifestation contre la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, à Paris, le 7 septembre.

PHOTO CHA GONZALEZ

Macron n'est pas l'équivalent de Le Pen, les deux politiques ont néanmoins beaucoup en commun. Et la manière dont Macron vient d'instrumentaliser le front républicain, en piétinant son résultat, le confirme.

Résumons brièvement ce qu'il vient de se passer. Des dizaines de député(e)s macronistes et LR ont sauvé leur siège grâce aux voix d'électeurs de gauche et écologistes, à commencer par l'ancienne Première Ministre Elisabeth Borne, laquelle ne doit sa survie à l'Assemblée nationale qu'au désistement du candidat France insoumise, mouvement qu'elle n'a pourtant eu de cesse de calomnier pendant deux ans. Les partis de la macronie et LR ont ainsi évité la débâcle qui leur était promise, mais ils ont été désavoués, terminant derrière le Nouveau Front populaire. Or, malgré la défaite, et bien qu'ils soient officiellement adversaires, ils s'unissent aujourd'hui pour composer un gouvernement validé par cette extrême droite qu'ils ont fait mine de condamner au moment où leurs candidat(e)s cherchaient à se faire élire ou réélire.

Enfin le Premier ministre finalement nommé est issu d'un parti qui a refusé le front républicain et qui a fait moins de 6 % aux dernières élections.

EMMANUEL MACRON A FRANCHI UNE LIGNE ROUGE

En choisissant de gommer le résultat des législatives anticipées qu'il avait lui-même provoquées, en choisissant d'installer un gouvernement adoubé par cette extrême droite qu'il avait pendant sept ans prétendu combattre, Emmanuel Macron a franchi une irréversible ligne rouge. En assumant son autocratie, en refusant d'acter le rejet de sa politique exprimé dans les urnes, en violant l'esprit de nos institutions pour imposer au pays les choix d'un seul, Macron a mis fin à la possibilité d'un futur front républicain.

Car ce barrage effectué envers et contre tous les ressentiments légitimes reposait sur la conviction qu'il existe en France une raison métapolitique unissant celles et ceux qui, quel que soit leur parti, refusent de s'affranchir des principes humanistes fondamentaux incompatibles avec l'essence de l'extrême droite. Emmanuel Macron, mais aussi tous les représentants politiques qui acceptent aujourd'hui de nouer leurs destins de perdants pour composer un futur gouvernement validé par Le Pen, vient de briser cette possibilité.

Et cette fois, nul pardon. Il ne pourra plus y avoir d'opération sauvetage en faveur d'un candidat de la droite macroniste ou LR, sphère politique désormais alliée de l'extrême droite. Les élites et électeurs ne comprendraient pas que soit maintenue une tradition morale devenue supercherie. La fin du barrage républicain peut évidemment conduire à la victoire du Rassemblement national aux prochaines législatives ou à la présidentielle. C'est le risque à prendre pour espérer redonner au suffrage sa puissance. Il a l'avantage d'être un risque démocratique. ➤

La gauche ne doit pas voter la censure du gouvernement Barnier

Pour Bernard Guetta, la gauche doit renoncer à brandir son inutile censure et trouver un accord avec Michel Barnier, afin que ce soit elle, et non pas les léninistes, qui mette le Premier ministre «sous surveillance».

Parce qu'elle n'admet pas qu'Emmanuel Macron ait été chercher un Premier ministre dans les rangs de la droite plutôt que dans les siens, la gauche s'apprête à commettre une grave erreur. Non seulement la censure qu'elle entend opposer d'emblée à Michel Barnier ne le fera pas tomber puisque la gauche n'est pas majoritaire, non seulement la gauche ne fera là que manifester un dépit qui ne la grandira pas, mais elle achèvera, ce faisant, de faire de l'extrême droite un acteur à part entière de la vie politique.

«Juger sur pièces»

Autrement plus habiles que la gauche, les léninistes du Rassemblement national ont, en effet, préféré «juger sur pièces». Ils vont attendre de voir, expliquent-ils, si les politiques menées par le futur gouvernement Barnier répondent à leurs «exigences». Ils vont le mettre, disent-ils, «sous surveillance» et devenir de cette manière incontrôlables. Au moment qu'ils choisiront, ils pourront annoncer qu'ils veulent censurer ce gouvernement et là, la gauche se trouvera dans une situation impossible. Ou bien elle se déshonore en votant avec l'extrême droite contre un Premier ministre de droite, mais parfaitement démocrate, ou bien elle sauve la mise à Michel Barnier en contredisant la censure qu'elle aura précédemment et vainement votée contre lui.

Une pose d'enfant bouder

Dans les deux cas, la cohérence sera du côté du Rassemblement national et non pas de la gauche. Dans les deux cas, l'extrême droite pourra aller à la présidentielle de 2027 en se présentant comme une force modérée qui, contrairement à la gauche, avait joué la stabilité,

mais qui ne pouvait plus soutenir une droite incapable, dira-t-elle, de lutter contre l'immigration et la cherté de la vie. Avec cette pose d'enfant bouder, la gauche marche sur la tête. Il ne faut pas qu'elle commette cette erreur. La gauche ne doit pas voter cette censure qui n'a aucun sens. La gauche doit reprendre ses esprits, mais elle est, pour l'instant, tout à sa fureur, car il est vrai que c'est à elle qu'il aurait dû revenir de former le gouvernement, à elle qui était arrivée en tête des législatives, et non pas à Michel Barnier, membre d'un parti dont les électeurs avaient fait le bon dernier de ce scrutin. Il y a là une «anomalie démocratique», comme disent les plus modérés, mais là où la gauche a tort, totalement tort, c'est que c'est à elle-même qu'en revient la faute, et à personne d'autre.

Alors que les électeurs avaient divisé l'Assemblée nationale en trois blocs principaux, la gauche s'est comportée comme si elle disposait à elle seule d'une majorité parlementaire. Elle a confondu «majorité relative» et «majorité absolue», et ce n'est pas tout. Elle a également laissé La France insoumise déclarer qu'elle entendait appliquer «tout son programme» alors même que ce programme commun, hâtivement adopté pour opposer un front uni à l'extrême droite, était considéré comme complètement irréaliste par les centres et la droite qui n'en voulaient pas. Au lieu de se chercher les alliés qui lui auraient permis de prendre la tête d'une coalition majoritaire, la gauche française s'est ainsi coupée

de toutes les forces démocratiques avec lesquelles elle aurait pu composer un gouvernement d'union. Au lieu de définir les mesures prioritaires qu'elle aurait eu le mérite d'impulser, elle a perdu des semaines à accoucher d'un candidat commun au poste de Premier ministre, en l'occurrence une nouvelle venue, plus proche des insoumis que de la social-démocratie et dont il était clair qu'elle ne trouverait pas de majorité à l'Assemblée nationale.

Aucun «coup de force»

Il aurait dès lors été surprenant que le président de la République ne la récuse pas et il importe peu de savoir s'il l'a fait par refus de son programme ou parce que Michel Barnier était plus susceptible qu'elle de réunir une majorité. Sans doute est-ce d'ailleurs pour ces deux raisons à la fois mais le fait est que c'est au chef de l'Etat et pas aux partis politiques, même arrivés en tête, que la Constitution confie le soin de nommer le chef du gouvernement.

Emmanuel Macron n'a commis aucun «coup de force». Il n'est pas non plus vrai qu'il n'ait jamais voulu d'un Premier ministre de gauche. Je pourrais en témoigner le jour venu, mais la situation qui s'est créée n'est évidemment pas bonne. Elle est même préoccupante et, plutôt que de brandir son inutile censure, la gauche ferait mieux de trouver un accord avec Michel Barnier sur des objectifs communs, afin que ce soit elle, et non pas les léninistes, qui mette le Premier ministre «sous surveillance». Elle pourrait encore le faire. Elle pourrait encore retourner la situation, mais à condition de cesser d'aspérer à la place de gauche la plus puérile du monde. ➤

Au lieu de se chercher les alliés qui lui auraient permis de prendre la tête d'une coalition majoritaire, la gauche française s'est ainsi coupée de toutes les forces démocratiques.

Par
BERNARD GUETTA



Député européen, groupe Renew Europe

IDÉES/

Recueilli par
ÉRIC DAHAN

Loué par les amoureux du piano pour son répertoire immense, déployé sur 88 CD, autant que pour sa technique surhumaine, Marc-André Hamelin demeure toujours aussi peu connu du public français. Sans doute parce qu'il a choisi d'enregistrer de nombreux compositeurs atypiques, d'Alkan à Kapustin, pour le label indépendant anglais Hyperton, auquel il est fidèle depuis 1991, et n'a pas bénéficié du matraquage publicitaire que seules peuvent offrir des majors comme Warner, Sony ou Universal. De passage dans la capitale, en juin, pour jouer le *Concerto en fa*, de Gershwin, avec le Philharmonique de Radio France, il a accepté de répondre à nos questions, en prélude à son retour au festival Piano aux Jacobins de Toulouse, où il interprétera, en 2022, la redoutable sonate *Hammerklavier* de Beethoven dont il publie, à 63 ans, une lecture lumineuse.

Votre jeu, caractérisé par une grande clarté rythmique et un lyrisme profond, évoque les légendes du début du XX^e siècle, comme Ignaz Friedman, Jan Paderewski, Benno Moiseiwitsch... étrange pour un natif de Montréal!

Mon père, pharmacologue, collectionnait leurs enregistrements ainsi que ceux de Leopold Godowsky, Moriz Rosenthal, Josef Lhévinne et Sergueï Rachmaninov. Il jouait également très bien Chopin, Liszt et Schumann, et il m'a autant influencé enfant qu'Yvonne Hubert, élève de Marguerite Long et d'Alfred Cortot, qui m'a formé à l'École de musique Vincent-d'Indy à Montréal. Pour ce qui est de la clarté rythmique, je pars du principe qu'il y a toujours quelqu'un dans la salle qui n'a jamais entendu la pièce. Je dois donc transmettre le texte musical et les émotions qu'il porte, le plus précisément possible. Quant au lyrisme... disons que le piano est l'extension de mes pensées (*rires*).

Mais pourquoi nombre de jeunes pianistes d'aujourd'hui jouent si froid en comparaison d'un Josef

MARC-ANDRÉ HAMELIN

«Le piano, faut que ça chante, faut que ça parle»

En concert fin septembre au festival Piano aux Jacobins où il interprétera notamment Beethoven, le phénoménal pianiste canadien de 63 ans au lyrisme indéniable revient sur son amour des œuvres mystérieuses et instinctives.



Le pianiste et compositeur
Marc-André Hamelin,
en 2015 au Pays-Bas.
PHOTO MERLIN DOGMERNIK.
LUMEN. OPALÉ PHOTO

CULTURE

Hofmann, certes, un peu éméché quand il enregistrait sous la baguette de Mitropoulos et de Barbirolli mais qui donnait l'image d'un musicien souverain tout en livrant son cœur sur les touches du clavier...

Les musiciens d'autrefois prenaient des libertés avec la partition que l'on ne tolère plus aujourd'hui, mais ils n'étaient pas formatés, et c'est avec les disques de Josef Hofmann que j'ai découvert les deux concertos de Chopin. Les jeunes d'aujourd'hui ont accès en un seul clic sur leur téléphone ou leur ordinateur à l'histoire de la musique enregistrée, mais je n'ai pas l'impression qu'ils profitent de cette chance. *Scarbo* (troisième partie du *Gaspard de la nuit*), c'est devenu un concours de vitesse alors qu'on sait que Ravel voulait qu'on le joue au tempo du scherzo du *Songe d'une nuit d'été* de Mendelssohn. Idem du *Petrouchka* de Stravinsky, dénaturé en pièce de concours, au point que ça ne m'attire plus du tout. Si je considère l'expression musicale, ce n'est pas pour démontrer une quelconque virtuosité. Certes, quand je joue à la maison, c'est pour me perfectionner. Mais en public, c'est pour partager. Le piano, faut que ça chante, faut que ça parle. **Quitte à graver un CD d'œuvres de Morton Feldman, compositeur qu'on peut juger «enfantin» pour le surhomme du clavier que vous êtes...**

Sa pièce *For Bunita Marcus* m'a obnubilé quand je l'ai lue. Certes, elle se lit facilement mais elle ouvre sur un monde différent, dans lequel je me suis senti aussitôt à l'aise. C'est comme une pièce sans murs, avec un pendule à quatre dimensions. Bien qu'instinctive et dénuée de tout systématisme, la musique de Feldman fonctionne pour moi. Mais je comprends qu'elle ne fasse aucun effet à d'autres.

Adolescent, à Montréal, vous vous sentiez plutôt européen ou américain; la question se pose quand on écoute votre superbe *Intégrale des Ragtimes pour piano*, de William Bolcom et votre merveilleux *CD In a State of Jazz*?

La géographie n'a aucune importance pour moi, je me sens avant tout musicien. Quand je suis né, le Québec commençait à se libérer du catholicisme qui étranglait la population. Ma mère est demeurée religieuse mais mon père a dit: les curés ont gâché la première partie de ma vie, ils ne gâcheront pas la deuxième! Dès 5 ans, je me suis plongé dans le répertoire classique. Adolescent je me suis initié au ragtime, de Scott Joplin, et j'ai transcrit d'oreille *Tiger Rag* et *I Know That You Know*, d'Art Tatum. Ce n'est que plus tard que je me suis intéressé au rock et à Frank Zappa, dont je travaille, pour mon prochain récital, *Ruth Is Sleeping*, qu'il avait arrangé pour deux pianos pour le concert et l'album *The Yellow Shark*, mais qui reste jouable par une seule personne. Sinon, enfant, je lisais des bandes dessinées et de la science-fiction, ne m'intéressais pas au sport, n'étais pas attiré par les musées. Toujours pas, d'ailleurs, bien qu'une fois que j'y suis, j'adore (*rires*).

À 19 ans, vous avez quitté le Canada et n'y êtes jamais retourné, pourquoi? Après Yvonne Hubert j'ai eu un autre professeur, Harvey Wedeman, qui venait chaque semaine de Philadelphie. Il m'a obtenu une bourse pour aller étudier et j'y suis resté pendant vingt-six ans, avant de m'installer dans la région de Boston avec ma seconde épouse, Cathy Fuller, qui illumine ma vie. Elle joue la suite *Dolce*, avec moi, sur mon CD *Fauré*. Les jeunes pianistes n'aiment pas trop Fauré, ce ne permet pas de briller. C'est pourtant une mine de charme, de sensualité, de mystère...

Comme Mozart, comme Schubert...

Schubert reste un mystère. Il force l'écoute et le recueillement, crée une atmosphère, avec deux notes, une seule, un silence! Je me demande pourquoi j'ai attendu si longtemps avant de graver ses *Impromptus*. J'aime l'indéfinissable, ce que je ressens sans devoir l'expliquer. Lors qu'on croit expliquer la musique, on dit des banalités. On ne sait pas d'où vient la musique de Fauré, ni les dernières œuvres de Beethoven qui

semblent surgir de nulle part. Mais si j'aime la mélodie, c'est l'harmonie qui fait pour moi la force d'une composition.

Vous l'avez démontré en jouant la sonate *Hammerklavier*, de Beethoven, aux quatre coins du monde ces deux dernières années...

Lorsque je l'ai donnée à Montréal en 1993, les critiques furent négatives. À juste titre, car je venais à peine de l'apprendre. Pendant la pandémie, je me suis dit: *Voyons ce qui se passe si je la reprends.* Ça a été une illumination. Mon arsenal digital et mental s'était entre-temps amélioré et je me suis senti plus apte à la transmettre. L'enregistrement que j'en ai fait me satisfait. Ce n'est pas toujours le cas. Après les concerts, les gens me disent: *«J'adore votre Alkan»* ou *«On est fans de votre Godowsky»*. En rentrant, je réécoute et je me dis: *«Mon Dieu comme je joue trop vite.»* Heureusement, certains CD me plaisent encore, comme celui d'œuvres de Carl Philipp Emanuel Bach. Pour contrebalancer la *Hammerklavier*, j'ai ajouté dans le CD la *Sonate n°3* qui témoigne d'un tout autre Beethoven, jeune, frais, pur...

Le programme de Piano aux Jacobins annonce cette *Sonate n°3*, de Beethoven, entre celle en ré majeur, de Haydn, et des pièces de Nikolai Medtner dont vous avez été le premier à enregistrer une intégrale des sonates d'une rare poésie...

La ré majeure de Haydn est la première pièce que j'ai apprise enfant. Quant à Medtner, c'est encore un monde à part. Il ne crée pas la plus forte impression de prime abord. J'en ai fait l'expérience avec l'op. 38 n°1, dite *Reminiscenza*. J'avais découvert qu'Emil Gilels l'avait jouée en tournée en 1953-54,

mais elle me semblait aller nulle part. Puis je l'ai relue et c'est devenu une drogue (*rires*). On lit parfois que Medtner n'a pas la puissance de Rachmaninov, en termes d'imagination mélodique. Rachmaninov le considérait pourtant comme le plus grand compositeur de son temps.

Revenons sur la question de l'harmonie et sur votre passion pour le tournant du siècle, Busoni, Reger, et Liszt dont on est persuadé, depuis votre récital en 2011 à Londres, que vous êtes l'interprète le plus éloquent et bouleversant d'aujourd'hui...

Liszt a été un catalyseur pour le développement du langage harmonique. Vocabulaire illimité, imagination mélodique, figuration, ornements, contrôle de la texture: c'est une explosion de nouveauté! Mais j'aime autant Chopin, qui exprime l'ineffable, comme Schubert, et qui réalise le mariage de la pure inspiration et de la facture instrumentale.

Ne peut-on en dire autant de Debussy même si vous semblez lui préférer le Ravel de *Gaspard de la nuit*? Pendant des années j'ai aimé Debussy car, à l'école, la pièce moderne c'était toujours du Debussy (*rires*), alors qu'il s'agit d'une alchimie extraordinaire de connaissance musicale et de sensualité. Je suis très fier de mon CD Debussy, dont on ne me parle jamais, qui comprend les deux livres d'*Images* et le second livre des *Préludes*. Reste que *Gaspard de la nuit* est le sommet de la musique pour piano du XX^e siècle, avec la *Sonate n°2* de Boulez...

Vous êtes sérieux?

La *Deuxième Sonate* de Boulez est certes aride, rigoureusement organisée du point de vue du sérialisme, mais elle regorge de passion, a une direction, un but, que je ne ressens pas dans ses autres œuvres. Il parvient à maîtriser un matériau assez sec, par nature, et à faire qu'il parle. Malheureusement, cette pièce est au-dessus de mes forces car elle n'est pas écrite pianistiquement: il faut décider en permanence quelle main joue quelle note. Je suis allé écouter Boulez diriger la

Messe glagolitique de Janacek au Musikverein de Vienne mais je n'ai pas osé l'aborder. J'aurais aimé jouer sous sa direction, comme sous celle de Carlos Kleiber - qui m'a enfin fait almer le premier mouvement de la *Symphonie inachevée* de Schubert - et sous celle de George Szell qui accompagne si bien Leon Fleisher dans les concertos de Beethoven. Je n'en ai pas moins été ébloui et comblé par Bernard Labadie avec qui j'ai enregistré mes concertos de Haydn et de Beethoven.

C'est avec une autre *Sonate n°2*, bien difficile, la fameuse *Concord* de Charles Ives que les mélomanes vont découvrir en 1989... Il fallait oser! J'ai toujours eu une attirance pour les œuvres étranges ou peu jouées et j'ai découvert

cette pièce à 13 ans. Je l'ai écoutée, tout l'été, dans l'enregistrement de John Kirkpatrick, sorti en 1968, puis je me suis procuré la partition, et je l'ai jouée, en 1985, durant les épreuves de la Carnegie Hall International American Music Competition, que j'ai remportée. Je l'ai alors enregistrée, à la demande de New World Records.

Une dernière question. Qu'est-ce que la musique est à quoi ça sert?

C'est l'un des plus grands et plus beaux mystères du monde. À quoi ça sert? À vivre. ♦

BETHOVEN: HAMMERKLAVIER (Hyperion) de MARC-ANDRÉ HAMELIN.
En concert le 25 septembre au Cloître des Jacobins à Toulouse.

Le Crédit Mutuel donne le **MA** 16-17-18 OCTOBRE 2024

PLUS DE 150 CONCERTS - 3 JOURS DE MUSIQUE PIGALLE & MONTMARTRE

34 MURPHY - AAMO - ASTRAL BAKERS
BABY'S BERSERK - BIBI CLUB - BLANK \ \
CELELE - CHAHU - DINAA - DOFLAME - ELEKTRÉ
ELIAS DRIS - FURIES - INES SOUKI - JEUNE LION
JOHNNY MAFIA - JOUBE - KABA & HYAS
KIDS RETURN - KUTU - MADAM - MARIUS
MARTIN LUMINET - MARUJA - MELTHEADS
NATASCHA ROGERS - NATHALIE FROELICH
NINAVERSYP - NIT - ODA - PAMELA - PENICHE
PLEASE PORCELAIN ID - RORI - ROXANE - RUST
SAINT DX - SASHA NICE - SKINNY FISHERMAN
SOFT LOFT - SYGLONE - THE HAUNTED YOUTH
THÉA - TROY VON BALTHAZAR - TTSSFU
UTO - YUNG POORALO - and more...

INFOS ET BILLETTERIE SUR: WWW.MAMA-MUSICANDCONVENTION.COM

«Je dois transmettre le texte musical et les émotions qu'il porte, le plus précisément possible.»

CULTURE

Beaubourg ose l'hypnose

À l'occasion de la saison lituanienne et du festival Extra!, le commissaire d'exposition Raimundas Malasauskas présente deux projets, dont «Hypnotic Show» au Centre Pompidou, placés sous le signe du jeu et de la fiction.

On l'avait croisé une première fois lors de la Biennale de Venise en 2013, dans un gymnase annexé pour y abriter l'alliance inattendue de Chypre et de la Lituanie, colocataires provisoires d'un pavillon commun. Le commissaire d'exposition Raimundas Malasauskas, né à Vinius en 1973, y avait orchestré une exposition performée et enchantée, peuplée d'apparitions dis-

crètes, dans laquelle il était difficile de départager l'art et la vie.

En 2022, toujours à Venise, sa présence s'était faite plus discrète, et pour cause : le pavillon russe dont il assurait le commissariat n'avait pas ouvert ses portes après que Poutine avait déclaré la guerre à l'Ukraine quelques semaines plus tôt. «Je suis né et j'ai grandi en Lituanie, qui faisait alors partie de l'Union soviétique. J'y ai vécu jusqu'à sa dissolution en 1989. L'idée de retourner en arrière pour vivre sous l'empire russe, ou de quelque autre empire, est simplement intolérable», avait fait savoir le curateur international, auteur inspiré de nombreux projets (dont la Baltic Triennial ou la biennale de Liverpool) toujours placés sous le signe de la spéculation.

Autoportrait. Mais on avait oublié, probablement sous l'effet d'un état de conscience altéré, avoir



Portraits de Raimundas Malasauskas. PHOTO ALEXANDRE GUIRKINGER

participé à cette première iteration de son inclassable *Hypnotic Show* : une séance d'hypnose collective lors de laquelle son complice, l'artiste et hypnotiseur Marcos Lutyens (dont on peut également voir le travail de dessin, actuellement à la galerie Alberta Pane), nous avait guidés à travers une exposition dématérialisée, peuplée d'œuvres imaginaires signées Loris Gréaud, Pierre Huyghe ou Fabien Giraud et Raphaël Siboni. C'était en 2009 à la Kadist Fondation. Aujourd'hui et demain,

celles et ceux qui voudraient se rafraîchir la mémoire ou simplement vivre une expérience hors norme peuvent se rendre au centre Pompidou, où à la double faveur du Festival de littérature augmentée Extra! et de la saison lituanienne, Malasauskas et Lutyens réactualisent leur mythique *Hypnotic Show*. Cet été, c'est par l'entremise d'un énigmatique message WhatsApp que Raimundas Malasauskas s'était rappelé à notre bon souvenir, avec cet intrigant autopor-

trait qui nous avait mis la puce à l'oreille. Ou l'eau à la bouche. On l'y voyait tout sourire, prêt à engloutir une minuscule baignoire. On avait alors pensé «rencontre fortuite d'un parapluie et d'une machine à coudre», année de célébration du surréalisme oblige. En réalité, nous avait informés Raimundas Malasauskas, il s'agissait d'une petite sculpture de Candice Lin «sculptée après avoir lu une conversation avec Edith Scob, une femme au volant de la limousine dans Holy

Motors, le film de Leos Carax». On l'aura compris, avec ce commissaire, la fiction et le jeu sont partout. Et il faut accepter de devenir les acteurs malgré nous d'un script auquel lui seul peut accéder.

«Surprise party». Au centre Wallonie-Bruxelles, ce samedi, juste après l'*Hypnotic Show* et juste en face de Beaubourg, Raimundas Malasauskas convie à une surprise party. Il a réuni pour l'occasion quelques-uns de ses amis, les artistes Tarek Atoui ou Jason Dodge, le photographe Alexandre Guirkingier, la vidéaste Manon de Boer ou la performeuse Miet Warlop. Et bien d'autres encore, dont on gage qu'eux-mêmes découvriront, le soir même, quel est exactement leur rôle.

CLAIRE MOULENE

HYPNOTIC SHOW
sur réservation,
ce samedi et ce dimanche
à 15 heures et 17 heures,
au centre Pompidou.
Mundus Mal - showcase,
carte blanche
à RAIMUNDAS
MALASSAUSKAS, ce samedi,
de 19 heures à 23 heures,
entrée libre, au centre
Wallonie-Bruxelles à Paris.

Kubra Khademi, un appétit d'ocre

L'artiste afghane, qui a fui le régime des talibans, expose 150 dessins retraçant un quotidien sombre et léger dans son pays d'origine.

«**M**erci de défendre le magnifique et singulier travail de Kubra. Sa force va nous inspirer longtemps. Bravo!» Adressée à la galerie Eric-Mouchet, dans le quartier parisien de Saint-Germain-des-Près qui bruisse de vernissages en ce mardi de rentrée, la phrase figure sur le livre d'or. Et elle est signée de l'ancienne ministre de la Culture franco-libanaise, Rima Abdul Malak.

Encore inconnue sous nos latitudes voici quelques années, Kubra Khademi a gagné en notoriété, entre autres Documenta de Cassel, Biennale de Sydney, musée d'Art moderne de la ville de Paris, collection Lambert à Avignon et Institut du monde arabe ayant promu son travail. Modèle de courage et de volonté, la jeune femme a dû se résoudre à quitter son pays d'origine, l'Afghanistan, au moment où sa sécurité devenait menacée, à force de défier – et de ridiculiser – la tyrannie d'immenses barbus, pour qui, notamment, la femme reste par définition un être inférieur. Ce à quoi, galvanisée par l'outrance de ses 30 ans, l'artiste répondait en offrant d'abord un fastueux bouquet de créatures nues, en train de griller un vir taitle XXL, ou de se faire empalement par un bourricot membré comme Priape.

Moins explicitement sardonique, *la Fille et le Dragon* adopte une tournure biographique, qui, à travers près de 150 dessins, la plupart verticaux, réalisés à la gouache et à la feuille d'or, relate les épisodes, tantôt marquants tantôt banals d'un quotidien débuté en 1989 en Iran, où la famille (nombreuse) a trouvé refuge pour fuir l'invasion soviétique, et poursuivi ensuite à Kaboul. A la fois exposition et roman graphique, le projet, réalisé l'an dernier, se nourrit donc «de moments personnels, comme de toutes ces histoires racontées par ma mère et ma grand-mère, entre conflits armés, déchirements et joug patriarcal», précise l'artiste, qui maintient une prédilection pour les tonalités ocre – auxquelles s'ajoute le bleu de la turquoise et du lapis-lazuli.



DESSIN KUBRA KHADEMI

Le trait aussi naïf qu'acéré, il y a donc là cette scène de mariage bordée de lineuils; cet homme dont on distingue le

visage, sous un lit, dans un dortoir rempli de femmes et d'enfants (en réalité «un cousin recherché par la police»); ou encore, côté autoportrait, les traces de frotter sur un corps d'enfant, accusée par sa mère d'avoir dessiné la nudité. «Quand je regarde l'ensemble, je me dis que la vie est une fiction, et pourtant...» sourit Kubra Khademi, dont la plupart des œuvres sont sans perspective. A l'image du destin de ses compatriotes, persécutés par les talibans?

GILLES RENAULT

LA FILLE ET LE DRAGON
de KUBRA KHADEMI
Exposition galerie
Eric-Mouchet (75006),
jusqu'au 19 octobre;
roman graphique, éd. Denoël,
parution le 25 septembre.



PLUS VITE QUE LA MUSIQUE

Pop, rock, musiques électroniques... Chaque semaine, «Libé» vous aide à vous y retrouver dans l'actu des sorties.



La confusion est profonde à l'écoute de *Cascade*, premier album voué au dancefloor de ce producteur vénéré pour avoir élargi le champ de la house au jazz et au néoclassique. La déception est de mise aussi, tant les dernières œuvres de Sam

Shepherd, le grinçant *Crush* et surtout *Promises*, avec Pharoah Sanders, témoignaient d'un lâcher prise grisant pour ce monstre de maîtrise et de technicité. Car *Cascade* invoque des prodiges sonores pour monter la sauce d'une manière de tech house phénoménale de banalité, du genre qu'on bastonne le samedi soir pour les bourgeois en polo col relevé. On suppose que Shepherd a fait tous ces crowd-pleasers le cœur sur la main mais on s'effare qu'il s'en échappe si peu d'esprit, si peu de finesse – à ce stade de sa carrière, c'est de l'ordre de la sortie de route.

OLIVIER LAMM

FLOATING POINTS *CASCADE* (Ninja Tune)



La compil *Panorama*. PHOTO DR

Un bien B.O. «Panorama»

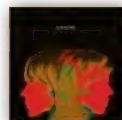
Composée de B.O. de films des années 70, cette formidable anthologie exhume les talents cachés de la France pompidolienne.

Alors qu'arrive en kiosques la dernière livraison de *Schnock* consacré à Pompidou, en voici la bande-son parfaite. Un *Panorama* d'instrumentaux rares, voire inédits, issus de B.O., de concept-albums fumeux et de disques d'illustrations sonores parus dans cette France des années 70 de Roger Gicquel (la pochette rappelle l'ancien habillage de TF1), de Vasarely, de Pierre Paulin et des films anxieux d'Alain Jessua. Pas la peine de prendre sa carte à l'UDR pour apprécier ce programme où scintillent pas mal de noms connus (Christophe, Vladimir Cosma, Francis Lai) ainsi que ceux des maîtres étalons du savoir-faire français en matière d'arrangements et d'orchestrations, les André Popp, Michel Magne, Alain Goraguer ou Maurice Lecœur. Ce dernier, comparé de François de Roubaix dont le label Transversales qui régale ici a déjà publié une indispensable anthologie, fait avec

ses *Contes au fil de l'eau* (1979) le lien entre les amples orchestrations présentes ailleurs et le minimalisme ondulant des synthés qui allaient envahir les années 80. L'une des découvertes majeures, qui fait office d'ouverture, est *The Organization*, extrait de la B.O. de la *Maison sous les arbres* de René Clément (1971), signée Gilbert Bécaud mais dont tous les mérites reviennent à l'arrangeur Christian Gaubert, lequel rivalise ici avec les atmosphères martiales d'un David Axelrod tout en devançant la *Planète sauvage* de Goraguer. Goraguer qui ferme la marche avec une rêverie aux vocalises angéliques, tirée d'un film érotique, la *Vie sentimentale*. Entre les deux, c'est la grande parade des basses qui vrombissent, des cordes et cuivres montés en torches, des boucles de claviers hypnotiques (formidable Jean Schwarz et son *Final maison rouge* de 80) des rythmiques sidérantes et des chœurs palpitants. Ces types qui n'ont peut-être pas eu conscience, sur le moment, qu'ils inventaient une proto French Touch au corpus inépuisable. Vivement le volume 2.

CHRISTOPHE CONTE

PANORAMA (Transversales)



Après *Un, Deux, Trois* en 2020, le trio parisien composé de deux filles et d'un fantôme fait le décompte à rebours, Trois, deux, un, sur ce troisième album où les allers-retours sont légion : entre rétro et futurisme, garage-rock et cuisine acide, Bardot en cuissarde et Broadcast aux ondes de Moog qui grésillent, pop aux yeux de biches et psychédéisme reptilien. Petites sœurs de son des Limiñanas et cousines de La Femme, Juniore sont aussi les créatures du producteur Samy Osta (le fantôme, c'est lui), genre de Kim Fowley qui a trouvé en l'écriture vif-argent d'Anna Jean et à travers son chant-parlé lascif l'idéal combustible d'une formule chimique qui tarde pourtant à exploser. Le groupe existe depuis dix ans, mais dans le vortex TikTok-Brat-narcissisme de l'époque, elles sont en contretemps, comme une belle anomalie qui ne perdrait rien à le rester.

C.C.

JUNIORE *TROIS, DEUX, UN*
(Le Phonographe/Sony)



Le credo de la Londonienne Nala Sinephro ressemble à celui de Steve Reich, ce que dernier dit avoir appris du *Love Supreme* de Coltrane : «Se concentrer sur une seule note avec une intention absolue». Aussi on lui pardonne que son deuxième album ressemble à ce point au premier. L'extase est dans le détail et *Endlessness*, continuum soft jazz cosmique pour harpe, synthés, sax et orchestre (les invités s'appellent Nubya Garcia ou Natcyet Wakili) une exaltation de chaque seconde, un *Love Supreme* zen qui reviendrait d'un quintuple tour du monde en catamaran. Certains puristes du free-jazz qui fait saigner les gencives diront que ça n'est pas grand-chose, on leur rétorquera qu'ils n'ont aucune idée d'à quel point on devient une meilleure personne en écoutant de l'ambient.

O.L.

NALA SINEPHRO *ENDLESSNESS* (Warp)



On avait gardé un bon souvenir des Beethoven de Sawallisch avec l'Orchestre de Paris. Mais l'intégrale des symphonies du maître de Bonn, qu'il grava avant avec le Concertgebouw d'Amsterdam, est chiantie comme la pluie. Qu'il importe ! Les Schubert choraux, les Dvorak, les Richard Strauss sont excellents ; les solistes des concertos – Annie Fischer dans Mozart, Johanna Martzy dans Mendelssohn, Frank Peter Zimmermann dans Brahms... – évidemment géniaux. Quant à l'intégrale des symphonies de Schumann avec la Staatskapelle de Dresde, elle défonce la concurrence (Von Dohnanyi, Muti, Bernstein...) ; à croire que le kapellmeister coïncé était enfin sous coke. Qui sait ?

ÉRIC DAHAN

WOLFGANG SAWALLISCH
COMPLETE SYMPHONIC LIEDER
& CHORAL RECORDINGS (Warner)



Se reformer ou ne pas se reformer, telle est la question que se posent aujourd'hui ceux qui ont marqué leur époque sans pour autant en tirer la reconnaissance qu'ils méritaient. Référence de la scène indépendante américaine, imbattables sur scène où ils n'étaient rien de moins que l'équivalent 90's de Black Flag, les Texans de The Jesus Lizard se risquent à leur tour à prolonger une discographie sans faute avec ce nouvel album qu'on qualifiera pudiquement de déconcertant. A première vue, tout y est, des hurlements de David Yow aux guitares de Duane Denison, de la pochette inquiétante à l'immuable titre en quatre lettres. Manque juste l'essentiel : le nerf, le cœur, l'envie de mordre. Pour un groupe qui a littéralement débordé pendant une décennie, c'est un poil inconfortable.

LELO JIMMY BATISTA

THE JESUS LIZARD *RUCK* (Ipecac)



Ceux-là s'écoulent. Depuis l'an 2000, quand le saxophoniste Trygve Seim conviait l'accordéoniste sur le magnifique *Different Rivers*. Depuis les deux Norvégiens ont fait carrière, se sont invités, posant un premier duo qui cellophane leur amitié sur disque en 2008. Le temps n'a pas érodé leur dialogue. C'est même la clé de cette histoire, dont ce nouveau chapitre rend compte de manière magistrale. Une berceuse ukrainienne et un classique hindoustani, des bribes de folk et de musique sacrée, des obliques plus contemporains et des détours en mode microtonal, tout est matière à laisser filer leurs doigts et leurs idées, au gré de fertiles improvisations qui jamais ne perdent le fragile fil d'une mélodie mais toujours tracent une poésie sonore hors des contingences de l'actualité.

JACQUES DENIS

TRYGVE SEIM & FRODE HALTNI *OUR TIME* (ECM)

Les liaisons chaleureuses

Nicolas d'Estienne d'Orves L'écrivain et journaliste a inspiré un personnage du dernier ouvrage sensuel de sa compagne Emma Becker.



«Ce serait quand même particulier, pour mes parents, de lire ça.» Nicolas d'Estienne d'Orves leur a recommandé d'éviter deux pages du livre d'Emma Becker *Le Mal joli*. Il vient de paraître. L'auteur y décrit l'auling qu'elle fait à son amant. Il est nu, et à quatre pattes. Becker ne change pas une méthode qui gagne : elle raconte sa vie sexuelle, avec talent. La passion charnelle se double d'une passion amoureuse et partagée pour un écrivain, Antonin de Quincy d'Avricourt, que le bouillonnement littéraire n'a pas tardé à identifier. Nicolas d'Estienne d'Orves, ou «Néo», acronyme dont il signe ses SMS, apprécie d'être un personnage : «C'est grisant, les gens gloussent en nous voyant arriver main dans la main : "Hohoho !" Mais moi, ce qui est écrit me plaît et ne me dérange pas.» Ce qui est écrit est très cru. Après six mois de liaison adultère, ils ont chacun quitté leur partenaire pour être ensemble. Ils habitent séparément, s'aiment depuis un an. «Mon personnage me ressemble plus que l'image que les gens se font de moi, un aristocrate de droite, bariolé, rigolo. Emma m'a percé à jour. Évidemment, les gens n'ont pas vocation à me découvrir de façon aussi intime.»

LE PORTRAIT

De droite, il l'est, «de la vieille droite classique». Ses particularités font jaser, même l'héroïne, donc Emma Becker, n'y est pas insensible. Pourtant, de quel privilège jouit un aristocrate aujourd'hui ? «Dans le *Mal joli*, une femme dit à Emma : "Les bourgeois sont obsédés du qu'en-dira-t-on, les aristocrates sont libres." C'est juste.» Néo est habillé d'un dégradé de framboise. C'est kitsch. Son appartement du VII^e arrondissement de Paris

se compose d'une pièce en rez-de-chaussée que prolonge une jolie cour. La chambre de ses fils de 13 et 15 ans est au sous-sol : «Une amie de ma mère me prête ce lieu, depuis six ans.» Ça sent bon, «grâce à la bougie à la fleur d'orange. Nous sommes au-dessus d'une cave, l'humidité remonte, alors...» Il faut rencontrer ce personnage pour comprendre qu'il est un mélange bizarre de hussard et d'enfant de Mai 68. La liberté vertigineuse des années 70 a fabriqué d'éternels adolescents fantasistes et dérotants. Celui-ci est très poli, drôle, érudit.

Honoré d'Estienne d'Orves, résistant fusillé en 1941, compagnon de la Libération à titre posthume, était son grand-oncle. Néo répète plusieurs fois le nom de son aïeul au cours de la

conversation : «Parce qu'on m'en parle souvent. Ceux qui habitent à Paris sur la ligne 12 connaissent au moins la station de métro à son nom.» Les parents du petit Nicolas se sont rencontrés très jeunes et l'ont eu à 19 ans : «On s'est élevés ensemble», dit sa mère, vite séparée du père. Néo a passé son enfance dans une maison, à Senlis, dans l'Oise, avec sa famille maternelle, des Franco-Américains : «C'est le ghetto-gotha mondain proustien. Ma grand-mère était liée avec Camondo», donc en partie juive, comme les d'Estienne d'Orves, qui furent, apprend-on, des Juifs du pape. «J'ai grandi dans cet univers assez marrant, coupé des réalités, élevé par des gens qui ne m'ont pas donné le goût de l'ambition mais qui m'ont rendu heureux.» Sa mère, Natalie Carter, est scénariste. Elle a travaillé avec Nicole Garcia, Claude Miller, Alain Corneau ; elle lit *Libé*. Néo et elle entretiennent une relation fusionnelle. Le père, un «séducteur germanopratin», fit une carrière «brève et pas passionnante dans la banque». Il lit le *Figaro*. En troisième, l'enfant fut envoyé en pension : «J'étais élevé comme un mini-vieux monsieur, et la pension m'a réveillé en me plongeant dans le monde sauvage de l'altérité adolescente. Mais je serai toujours décalé, dans ma façon de m'habiller, de décorer l'appartement. Je suis né à 83 ans, et petit à petit, je rejoins mon vrai âge.» Adolescent, il dévorait les albums de Gotlib, son «maître à penser». Natalie Carter : «Nicolas était un enfant extrêmement timide qui se déguisait pour se mêler aux autres. Peu à peu, son déguisement est devenu son identité.» Il a eu un ami, rencontré en maternelle, qui était comme un frère. Il s'est suicidé à 33 ans : «C'est une grande cassure de ma vie.»

Après le bac, Néo s'installe dans une chambre à Paris, seul : «J'étais très en retard sur plusieurs plans, alors je me suis rattrapé.» En hypokhâgne puis en fac de lettres, il s'attelle à un mémoire de maîtrise sur Lucien Rebattet (1903-1972), collaborateur furieusement antisémite, journaliste à *Je suis partout* et auteur des *Décombres*. Dans le *Mal joli* est décrite la pièce dans laquelle Nicolas d'Estienne d'Orves a installé son bureau, boulevard Saint-Michel. Dans la bibliothèque, écrit Emma Becker, Rebattet est partout. Pascal Ory, historien (de gauche) spécialiste de l'épuration et ami de Néo, s'amuse de cet alliage «romanesque, entre le descendant d'un des premiers résistants et le dernier des collabos». Passionné d'opéra, c'est par là que l'étudiant a découvert Rebattet, auteur d'*Une histoire de la musique*.

Pour son mémoire, à 23 ans, il rencontre l'exécutif testamentaire du collabo, Pierre Darrigrand. À l'approche de sa mort, celui-ci offre à Nicolas d'Estienne d'Orves un cadeau empoisonné : devenir à son tour l'ayant droit de Rebattet. Néo hésite, l'équipe du *Figaro littéraire*, où il est pigiste, lui conseille de refuser, mais le jeune homme accepte, «par goût de la provocation, et parce que c'est passionnant». En 2017 il confie ces archives à l'Imec, sur le conseil de Pascal Ory : «Nous avons la même culture, nous aimons l'histoire. On s'attend à rencontrer un mec de droite mais il est autre chose. J'aime sa sincérité, son humour, sa gentillesse. Nous partageons une nature libéraliste.» Néo est l'auteur de romans et d'essais. Son dernier livre est un *Dictionnaire amoureux du mauvais goût*.

Il adore des restaurants, les grandes tables, le travail en solo mais le plaisir en collectif. Il a publié 35 livres en vingt-cinq ans, multipliant les contrats avec les éditeurs. En janvier, il sortira le premier roman d'une série qui a priori en comptera sept, comme les sept péchés capitaux, et à priori il signera Néo. Le premier volume portera sur l'orgueil. Écrivain aristo n'est pas l'héritier d'une fortune : «De ma famille, il reste ces tableaux au mur et ma mémoire. A cause de mon nom et des endroits que j'habite, les gens s'imaginent des choses, mais je vis de mes livres.» Il se décrit comme un homme joyeux animé par une angoisse maternelle. Il écrit sur l'opéra dans *Transfuge*, apprécie les films anciens et parmi les récents, *Illusions perdues* de Xavier Giannoli ou *Babylon* de Damien Chazelle : «J'aime l'oubliance.» Qu'Emma Becker ait fait le récit, dans la *Maison* (Albin Michel, 2019), des deux années qu'elle a passées comme prostituée dans des bordels à Berlin ne l'excite pas et ne le dégoûte pas non plus : «On a vécu tous les deux, on a chacun notre pedigree.»

Par VIRGINIE BLOCH-LAINÉ
Photo RÉMY ARTIGES